ROUGES ET VERTS, ÇA CHANGE TOUT !

Ecologie - Socialisme - Démocratie

Manifeste pour

DEMAIN

PARCE QUE DEMAIN COMMENCE AUJOURD'HUI

Le présent document est un document de travail fusionnant le contenu des manifestes du Mouvement VEGA et du Mouvement de Gauche, fondateurs du Mouvement Demain.

Manifeste pour *DEMAIN*

Parce que demain commence aujourd'hui

INTRODUCTION.

Nous sommes des citoyens, issus de différents courants de pensée, nés des luttes sociales et environnementales. Nous sommes révoltés à la fois par les drames sociaux, économiques ou écologiques en cours. Face au rouleau compresseur qui détruit nos conquêtes sociales et notre environnement sans offrir aucun réel espoir d'amélioration, nous faisons le constat de l'incapacité des partis « traditionnels » et des dirigeants politiques actuels de mener la résistance, d'élaborer une alternative crédible et de mettre en œuvre des réponses positives, socialement justes et écologiquement viables. Le discours du « *sans nous ce serait pire* » n'est plus tolérable tellement il est mensonger.

« OUI » à un vaste mouvement citoyen

Ayant la volonté de porter une réponse politique démocratique adaptée aux enjeux de notre époque, nous créons aujourd'hui une nouvelle structure politique afin de porter ensemble des réponses aux problèmes de notre temps. Celles-ci s'articulent autour de trois idées fondatrices : écologie, socialisme et démocratie.

Ces combats, nous entendons les mener sur tous les fronts politiques et institutionnels en même temps : régional, fédéral et européen. Pour ce faire, nous devons non seulement convaincre nos concitoyens de la pertinence de nos positions, mais aussi trouver des alliés et des partenaires en Belgique et dans les différents Etats membres de l'Union européenne. Il nous faut unir nos forces, car un vaste mouvement citoyen à l'échelle du continent est le bras de levier qui nous permettra de changer la politique pour changer les politiques.

Ce vaste mouvement citoyen doit être résolument en phase avec les soulèvements et les changements sociaux qui se produisent aujourd'hui dans le monde.

Ce monde meilleur est possible si nous le voulons.

Notre objectif est simple : nous ambitionnons de léguer à nos enfants et à nos petits-enfants une société meilleure et plus juste que celle dans laquelle nous vivons.

Notre combat commence ici et maintenant ... avec vous !

1. Première partie: dans les traces du Conseil National de la Résistance

1.1. La promesse des jours heureux

L'humanité est riche de connaissances, d'expériences et de traditions la rendant à même, plus que jamais au cours de son histoire, d'offrir à chaque citoyen la perspective d'une vie autonome et heureuse :

- Elle est aujourd'hui en mesure de libérer les hommes et les femmes de l'angoisse du lendemain et des contingences matérielles les plus aliénantes.
- Elle a les moyens de protéger largement chaque être humain contre les conséquences des coups du sort, notamment en lui donnant accès aux biens et services nécessaires pour mener une vie conforme à la dignité humaine.
- Elle est en mesure de relever les humiliations et de mettre un terme aux injustices qui gangrènent les rapports sociaux, notamment entre les hommes et les femmes.
- Elle a la responsabilité de faire prévaloir l'égalité sur la domination et la violence notamment celles exercées par les féodalités économiques et financières.

Les souffrances humaines, invisibles ou spectaculaires, ici ou ailleurs, présentes ou en gestation, sont d'autant plus insupportables qu'il est, le plus souvent, en notre pouvoir de les prévenir. L'indifférence politique face au malheur est d'autant plus révoltante qu'il n'est plus possible de la justifier par notre ignorance. Il est donc de notre responsabilité de transformer la promesse de jours meilleurs en réalité. En tant que nouveau mouvement politique, nous entendons assumer notre part pour les faire advenir.

1.2. Les principes

Ce sont les êtres humains qui font les sociétés qu'ils habitent. Nous créons, reproduisons et transformons les rapports sociaux qui gouvernent nos vies. L'histoire et la géographie nous enseignent la puissance de la créativité humaine pour s'adapter à son environnement, inventer de nouvelles institutions, façonner de nouveaux modes de vie et réaliser de nouvelles aspirations. Nous avons confiance dans la capacité humaine à rendre le monde meilleur. Nous savons qu'il est en notre pouvoir de le soumettre à des critères de justice toujours plus exigeants.

Nous avons également appris de l'histoire, particulièrement au cours du 20ème siècle, que le savoir n'est pas pour autant un rempart efficace contre les guerres, les régressions ou les barbaries. Nous sommes lucides quant aux propensions humaines à l'autodestruction. Les développements sans précédent des techniques et des moyens de gestion de l'information démultiplient de surcroît les conséquences possibles de la démesure humaine. Ils génèrent de nouvelles incertitudes et créent des menaces inédites. L'essor technologique modifie fondamentalement les rapports que l'humanité entretient avec son milieu de vie sans que les sociétés modernes n'en aient pour autant pris toute la mesure et développé l'intelligence collective nécessaire à sa maîtrise.

Nous savons que nos modes de vie, de production et de consommation épuisent les ressources de la planète et altèrent les équilibres qui soutiennent le développement de la vie. Ces bouleversements ont désormais lieu à une allure et dans une proportion telles que la civilisation et la diversité même de la vie sur Terre sont menacées à relativement brève échéance. Tous les êtres humains ont en commun leur dépendance à la biosphère, seul écosystème dont la vie humaine ne peut être dissociée. Nous sommes dès lors conscients de la vulnérabilité de la vie et de la fragilité du monde que nous habitons.

Pour toutes ces raisons, nous entendons œuvrer à une transformation en profondeur, radicale et concrète, de la société et de ses institutions.

Plusieurs balises gouvernent notre action :

Parce que nous sommes démocrates, nous entendons soumettre l'ordre social à la délibération collective. Que la voix de chaque citoyen compte également au cours de la formation de la règle collective. Aucun citoyen ne peut en conséquence faire valoir dans la sphère publique un accès privilégié à la vérité, quelle qu'en soit la nature ou le statut. L'ordre social, dans une société démocratique, n'a d'autres garants que ceux sur lesquels les citoyens s'accordent.

Nous pensons que celles et ceux qui s'opposent aux politiques actuelles doivent formuler une alternative démocratique afin de barrer la route au néolibéralisme qui écrase les populations, à l'extrême droite, aux nationalismes, aux replis communautaires et identitaires qui les fourvoient dans de fausses solutions. C'est une question de salut public.

L'économie doit être au service de l'Homme et non l'inverse. Or, les gouvernements sont aux ordres des marchés, et les parlements soumis aux gouvernements et aux partis. L'équilibre des pouvoirs est rompu. C'est inadmissible en démocratie. Pour changer les politiques, il faut changer LA politique : nous prônons un changement de régime démocratique, qui replace le citoyen et le parlement au centre du débat démocratique, mette un terme à la *particratie*, dépolitise l'administration et remette le monde financier au service de l'économie réelle.

Des fondateurs du libéralisme politique, nous retenons l'accueil du pluralisme des opinions, de la multiplicité des conceptions de la vie bonne et de la diversité des modes de vie. Il s'agit d'une richesse collective et d'une évolution irréversible des sociétés modernes. Le temps des mondes homogènes est révolu depuis longtemps. Vouloir y revenir nous plongerait inévitablement dans la violence.

« OUI » à la laïcité active de l'Etat et à la loi commune.

Il est grand temps que le politique se positionne clairement sur la question du vivre ensemble. C'est pour cela, notamment, que l'Etat se doit d'être laïque, de préserver et d'étendre les conquêtes des droits civils et politiques. Nous voulons un Etat neutre et actif. D'un côté, il doit veiller à la liberté et au respect des convictions philosophiques et religieuses. De l'autre, il doit garantir un vivre ensemble citoyen dans le cadre de l'état de droit. Contre les communautarismes et les replis identitaires qui isolent chacun dans son coin, son quartier ou son groupe sans fréquenter l'autre, nous voulons une société qui repose sur l'universalité des droits et un fond partagé de valeurs communes de liberté, d'égalité, de tolérance, de citoyenneté et de démocratie.

Par définition, la citoyenneté s'oppose à la « mitoyenneté » qui caractérise les sociétés fragmentées, l'Etat doit mettre en avant ce qui unit et non ce qui sépare. Ce repli identitaire que nous refusons a, pour partie, des causes sociales et économiques qu'il faut d'abord régler afin de protéger des biens qui nous sont communs : la neutralité active de l'Etat et l'homogénéité des droits et devoirs caractérisant une authentique citoyenneté. Il doit notamment contrôler que l'expression des convictions religieuses et philosophiques ne trouble pas l'ordre public et ne remette pas en cause l'égalité de tous et de toutes devant la loi.

Nous combattrons en même temps les dérives sécuritaires qui, souvent au nom de la « *défense de la liberté* », les restreignent ou les bafouent. Plus largement, nous serons intransigeants sur le respect des libertés fondamentales. Nous ne tolérerons pas davantage les racismes, qu'elles qu'en soient la forme et l'expression.

Dans la filiation républicaine, nous faisons prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers. L'intérêt général exprime et permet l'épanouissement de notre commune humanité. Il se nourrit de la pratique de la solidarité dont nous savons combien elle contribue au bien-être et au bien-vivre. Chaque citoyen, notamment à travers les différentes formes de participation aux affaires de la Cité, a vocation à en être le dépositaire autant qu'à en devenir le porte-parole. Le Mouvement *Demain* plaide pour une démocratisation soutenue et permanente de la société. La citoyenneté ne se borne pas à exercer son droit de vote tous les quatre ou cinq ans. Nous entendons valoriser la démocratie participative et appelons à un vaste mouvement de citoyens, prêts à se mobiliser à travers l'Europe contre les politiques menées. Il sera l'instrument essentiel des changements indispensables.

Parce que nous sommes socialistes, nous entendons transformer les structures de l'économie et de la société, notamment en utilisant les instruments de l'Etat pour contrer l'accumulation effrénée des richesses et les redistribuer de façon équitable, en construisant une véritable démocratie économique au sein même des entreprises, afin de donner un contenu effectif à la promesse d'égalité. Dans toutes nos actions, nous cherchons à favoriser l'émancipation de chacun et de tous.

Nous souhaitons un retour de l'Etat et des services publics, un Etat régulateur et protecteur. Après trois décennies de replis et d'abandons qui ont eu parfois pour conséquence de remplacer un monopole public par un monopole privé ou de privatiser des secteurs d'activité qui n'auraient jamais dû l'être, la puissance publique doit retrouver son rôle moteur dans la régulation dans l'économie des marchés.

De ce point de vue, nous devons nous souvenir sans cesse que la sécurité sociale a été acquise de haute lutte. En outre, elle est aujourd'hui un symbole de la solidarité nationale entre les citoyens. Au même titre que le débat biaisé sur la prolongation de l'âge de la retraite son dé-tricotage progressif (sous prétexte de la moderniser) est révélateur des dérives identitaires et inégalitaires qui divisent la Belgique et l'Europe. Souvent qualifiés d'irréalistes par la droite et dans les milieux ultralibéraux parce qu'ils ne se décrètent pas, les droits sociaux et économiques (droit au travail, à la santé, à la scolarité, au logement, à un revenu décent, etc.) sont pourtant bien réels pour ceux et celles qui n'en bénéficient pas, craignent de les perdre ou sont victimes d'un accident de la vie. Ils sont constitutifs de la sécurité d'existence, à laquelle chacun aspire légitimement.

Nous reconnaissons bien volontiers que la richesse que nous voulons redistribuer autrement doit être d'abord produite, mais nous affirmons avec force que les moyens de financer la sécurité sociale ne manquent que parce que le monde politique belge a décidé d'affecter l'argent pourtant disponible à d'autres fins et qu'il a accepté de faire du pays, d'une part, un enfer fiscal pour la classe moyenne et les PME, d'autre part, un paradis fiscal pour les plus riches (notamment français, comme ces milliardaires qui paient moins de mille euros d'impôt grâce à des mécanismes d'ingénierie fiscale tout à fait légalisés) et où les multinationales.

Il ne convient plus en effet de mesurer la croissance des inégalités en comparant les revenus des 10% les plus riches et des 10% les plus pauvres, mais entre le 1% le plus riche et les 99% d'autres, pour comprendre ce qui se passe dans notre pays et en Europe.

Loin d'être une question technocratique, le financement de la sécurité sociale et des retraites est avant tout un débat fondamental de haute politique sur la société que nous voulons pour nous-mêmes et nos enfants. Celle-ci dépend en effet très largement de la structure et de la progressivité de l'impôt, plus généralement de la façon de redistribuer la richesse produite annuellement dans le pays.

Nous disons aussi que la sécurité est globale. L'Etat doit bien sûr assurer aux citoyens la tranquillité publique (chacun doit pouvoir se promener sans crainte et les actes délictueux être sanctionnés), mais aussi la sécurité d'existence (droit au travail, à la santé, à la scolarité, au logement, à un revenu décent, etc.).

Ces deux aspects de la sécurité au sens large du terme sont à nos yeux inséparables, car l'insécurité d'existence finit par engendrer l'insécurité publique au travers de la délinquance. Les femmes et les hommes de progrès doivent cesser de laisser les questions de tranquillité publique aux conservateurs, à la droite réactionnaire ou aux néofascistes. Chacun doit pouvoir se promener sans crainte dans la rue.

De plus, si la meilleure garantie de sécurité reste encore le bien-être social et la prévention, les faits délictueux sont inacceptables et doivent être sanctionnés en conséquence. Autrement dit,

- Nous ne pouvons nous borner à mettre seulement en avant les causes économiques et sociales (bien réelles) qui génèrent ces actes ;
- Nous devons comprendre que ce discours est insuffisant et souvent inaudible pour les gens qui ont peur et pour les victimes de comportements pénalement répréhensibles.

C'est en intégrant cette réalité du besoin de sécurité physique que les démocrates et les progressistes que nous sommes pourront contrer le plus efficacement ceux qui surfent sur le sentiment d'insécurité et prônent un modèle ultra-sécuritaire pour masquer leur désintérêt du champ social. C'est aussi pour cette raison que nous croyons qu'il

n'y aura pas de solution durable à cette question sans investissement massif dans la prévention, dans les quartiers de nos grandes villes laissés à l'abandon ou encore dans les moyens accordés à la justice.

Dans le cadre de la lutte des classes, nous nous situons dans le camp de ceux qui n'ont d'autre choix que de vendre leur force de travail, qu'elle soit physique ou intellectuelle, contre ceux qui détiennent le capital et/ou les grands instruments de production. Raison pour laquelle, nous luttons notamment pour le contrôle collectif de ces moyens économiques afin de déterminer les fins qu'ils doivent servir.

Nous prônons la coopération économique plutôt que la compétition, le juste échange plutôt que le libre-échange, l'intérêt général plutôt que le profit actionnarial individuel, l'économie sociale, plutôt que l'économie capitaliste.
Les services publics sont indispensables pour réguler le marché et protéger le citoyen. Ils doivent disposer des moyens nécessaires. C'est possible moyennant une restructuration de l'impôt et la restauration de sa progressivité, de sorte que les très riches et les entreprises transnationales soient réellement mis à contribution (la Belgique est aujourd'hui un vrai paradis fiscal pour eux, mais d'une grande injustice fiscale pour l'immense majorité des Belges).

Nous militons pour l'inscription des principales ressources naturelles ainsi que des héritages intellectuels, culturels et scientifiques au titre de biens communs de l'humanité, inaliénables à des intérêts particuliers.

S'inspirant des fondements du socialisme historique, nous nous engageons dans la voie de l'antimilitarisme et de la résolution des conflits par des moyens non-violents. Nous nous engageons à mettre en œuvre une politique de sécurité et de défense pacifiste. Les entreprises et les usines liées à la production d'armements feront -par exemple- l'objet d'une reconversion par la production d'équipements sociaux et collectifs en vue du "*bien commun*".

Parce que nous sommes écologistes, nous savons que tout acte a des conséquences et que la prudence doit guider nos politiques. Nous récusons toutes les prétentions au savoir absolu, qu'elles s'incarnent dans l'Etat, le marché ou la science. Les institutions politiques, économiques ou culturelles doivent être des instruments au service de l'épanouissement des femmes et des hommes, de l'habitabilité des mondes qu'ils façonnent et de la préservation des écosystèmes dont ils dépendent. Elles ne devraient jamais devenir des outils de domination et d'asservissement, de désespérance et d'abêtissement.

Sous peine de faire des êtres humains les marionnettes de leurs propres créations, les institutions humaines doivent apprendre à favoriser systématiquement la remise en question des préjugés qui les sous-tendent. De même, elles doivent ménager l'avenir en tenant compte de l'incertitude qui caractérise toute action humaine.

L'écologie politique pourrait être l'avenir de l'économie, particulièrement en Europe où l'empreinte écologique est excessive et où les matières premières (au sens large du terme) sont rares. Nous pensons qu'un haut niveau d'exigence écologique protégera l'emploi chez nous pourvu qu'un protectionnisme adapté aux frontières de l'Europe compense la concurrence déloyale du moins disant écologique, fiscal et social de certains partenaires commerciaux.

Ce protectionnisme raisonné et la planification écologique nous permettront de renforcer l'industrie européenne, dans un sens durable en relocalisant les productions, en réduisant celles-ci aux besoins réels, en redistribuant massivement le travail nécessaire.

Riches de ces engagements politiques et militants, nous entendons remettre l'intérêt général et le bien commun, définis collectivement et démocratiquement, au centre de l'action politique. Nous entendons contribuer à faire advenir une société d'égaux en accord avec la planète qu'ils habitent.

Nos aspirations partagées à la justice sociale trouveront des voies de se réaliser tant par le biais de la proposition politique que par le biais d'actions collectives de résistance et de mises en œuvre d'alternatives dans un esprit de solidarité et de coopération. Nous voulons substituer à la culture de la compétition, reflet de la concurrence capitaliste, une culture de collaboration, reflet de la société solidaire que nous entendons construire.

Une telle société est incompatible avec la mainmise de la logique capitaliste sur le monde et la fuite en avant productiviste qui en est le corollaire.

1.3. La menace capitaliste et productiviste

L'humanité est prisonnière des logiques capitaliste et productiviste qui ont pris possession du monde et tendent, si on ne leur résiste pas, à s'imposer à toutes et à tous, jusqu'à la ruine collective. Plusieurs décennies d'extension du champ d'action du capitalisme ont affaibli les digues érigées pour protéger la société contre l'appât du profit. Le développement du capitalisme s'est nourri et a entretenu la croyance mortifère selon laquelle le salut de l'humanité tiendrait dans l'augmentation infinie de la production et de la consommation. La variante néolibérale du capitalisme, déployée avec force particulièrement depuis les années 1970, a accéléré ce processus de dépossession citoyenne par les détenteurs du capital –surtout financier– en instaurant par la même occasion un processus accéléré d'involution démocratique.

Pour mettre l'économie au service de l'humanité, il nous faut rompre tant avec l'hégémonie culturelle du capitalisme qu'avec la foi inconsidérée dans le productivisme. Idéologies du temps présent, elles nous aveuglent, nous empêchent d'agir et bridents les possibles.

Afin de maintenir ou d'augmenter le profit, la logique capitaliste induit en effet une course éperdue après la croissance qui épuise la planète et les travailleurs, exclut les femmes et les hommes dont elle n'a pas l'utilité, conditionne les nouvelles générations aux besoins du marché, et dicte leur conduite à des gouvernements et à des parlements qui s'en complaisent. Elle aiguise sous des formes sans cesse renouvelées la compétition entre les êtres humains et entre les territoires dans une course infinie à l'accumulation. Les inégalités se creusent, chez nous comme à l'échelle du globe. Les souffrances, au travail et en dehors, augmentent et ceux qui les endurent sont de plus en plus souvent stigmatisés. En dépit de toutes les promesses de liberté, la vie est dure pour ceux pour qui chaque euro est compté, les biens de base chers, toute démarche administrative un parcours du combattant, la conformité aux modèles véhiculés illusoire et le regard des autres souvent difficile à supporter.

La logique capitaliste vise l'accaparement par un petit nombre, de la richesse produite par le travail du plus grand nombre. Elle est à la fois le résultat et la source de la concurrence généralisée. Elle déchaîne le sauve-qui-peut et le chacun pour soi, ce qui renforce à son tour la pression concurrentielle qui pèse, à des degrés divers, sur toutes et tous. Elle tend à l'intériorisation de la responsabilité des échecs et à la minimisation de la dimension collective des succès. Elle fait du marché universel l'étalon des choses et des êtres. Toute valeur se mesure à son prix sur le marché, du coût qu'elle implique pour celui qui cherche à s'en rendre maître, du profit qu'elle contient en puissance pour celui qui la détient. Ce faisant, toute forme de délibération collective sur les fins et les moyens de la vie en société tend à devenir inopérante, noyée dans la concurrence généralisée, relevant du jeu contingent des préférences individuelles. La notion d'intérêt général perd son sens autant qu'elle se vide de tout contenu. La pratique politique devient un simulacre de démocratie, tiraillée entre cynisme et conformisme.

La fuite en avant productiviste conduit à la surexploitation systématique et accélérée des ressources communes, qu'elles soient le produit de la nature, du travail des hommes ou de la combinaison des deux, essentiellement au profit d'une minorité, qui n'est pour autant jamais rassasiée. Alors que l'opulence de quelques-uns s'accroît d'année en année, une crise climatique et alimentaire menace des millions de personnes à travers le monde. Les intérêts des possédants sont âprement protégés tandis que les conséquences prévisibles de la crise climatique et alimentaire pèsent bien peu lorsque le moment des décisions arrive.

Logiques puissantes et insidieuses, le capitalisme et le productivisme n'en sont pas pour autant des faits de nature. Ils ne constituent pas l'horizon indépassable de l'humanité. Leur perpétuation et les tendances mortifères qui en découlent dépendent en particulier de la collaboration, plus ou moins volontaire, de ceux qui leur donnent corps et des institutions qui les soutiennent et les protègent. A l'heure actuelle, la mondialisation et la globalisation économique génèrent des institutions financières et politiques (FMI, BM, OMC, UE) dont le rôle premier est au contraire de privatiser la gestion politique afin de la soumettre aux intérêts particuliers des puissances financières et industrielles. Ces institutions contingentent et réduisent de plus en plus l'expression de la démocratie à un simulacre. La démocratie réelle ne peut se réaliser que si elle s'applique autant à la gestion de l'économie de la cité qu'à sa gestion politique.

L'engagement des citoyens en politique pour changer de trajectoire est indispensable même s'il est certainement ardu. Aujourd'hui, l'utopie n'est pas de croire que l'avènement d'un autre monde est possible. L'utopie est de croire qu'on pourra continuer longtemps encore sur les mêmes bases que celles qui prévalent aujourd'hui. Plus que jamais, l'avenir tient à la revalorisation de la politique. Il réside dans la transformation démocratique en profondeur de l'approche politique et l'approfondissement de la démocratie pour créer les conditions de l'épanouissement de notre commune humanité.

1.4. Les insuffisances des réponses actuelles

Les solutions aujourd'hui mises en avant pour atténuer les effets les plus dévastateurs du capitalisme et du productivisme sont en effet aussi insuffisantes qu'inefficaces.

Le capitalisme vert est ainsi une tromperie.

Sous couvert de développement durable et repeint en vert, le capitalisme offre un nouvel espace à la recherche du profit maximal et immédiat, au productivisme et au consumérisme. Il s'accommode trop bien de dynamiques impérialistes et d'horizons de court terme, reportant toujours à plus tard les choix difficiles et les atteintes aux intérêts des privilégiés. Nous refusons tout autant le discours écologiste lorsqu'il se contente de culpabiliser les individus et s'abstient de souligner le rôle de toutes les structures qui cimentent l'organisation économique actuelle. Nous voulons nous attaquer aux modes de production et de consommation qui exploitent les plus précaires, pillent les pays du Sud et malmènent la planète. Notre écologie est sociale. Elle approfondit et prolonge les combats historiques de la gauche.

La social-démocratie est tout autant dans l'impasse. Nous réfutons la doctrine selon laquelle toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et la hausse de la consommation globale. C'est un double contresens. Nous savons, d'une part, que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu de remettre sans cesse au lendemain une distribution plus égalitaire du produit de l'activité humaine. Nous voyons, d'autre part, que cette doctrine, comme la précédente, repose sur un modèle d'expansion infinie. Celui-ci conduit au suicide de l'humanité car celle-ci vit au sein d'un espace fini. Selon toute vraisemblance, elle mène également à de nouveaux conflits et guerres pour le contrôle des ressources stratégiques.

Nous ne participerons pas à cette tragédie collective annoncée.
Nous prenons par ailleurs acte de l'incapacité récurrente, résultant de l'absence de volonté de ceux qui incarnent la social-démocratie européenne à infléchir le rapport de force en faveur du travail et des services publics qu'ils prétendent pourtant défendre. C'est par exemple au nom de l'emploi que la sécurité sociale et le droit du travail sont progressivement détricotés. Nous constatons qu'a *contrario* des grandes déclarations, les héritiers de la social-démocratie participent activement à la mise en place de mécanismes qui rendent le travail et les services publics de plus en plus vulnérables au niveau européen.

L'évolution de l'Union Européenne (UE) est en effet particulièrement symptomatique. D'une promesse de paix et de prospérité, elle est devenue l'instrument privilégié de la mise en concurrence généralisée des travailleurs et des territoires de toute l'Europe. Avec l'aval de la majorité des élus et des dirigeants politiques européens, l'Union européenne est devenue un bastion et un fer de lance du néolibéralisme, quelle que soit l'opinion, régulièrement bafouée, de ses citoyens sur une telle orientation politique. Au lieu de servir tous les citoyens, la construction européenne, mise au service des grands intérêts économiques, financiers et technocratiques, verrouillée par les traités européens dans le néolibéralisme, et l'imposition de plans d'austérité successifs aux dépends des plus pauvres, restreint les possibles quand elle devrait les ouvrir.

Elle institue une compétition dévastatrice entre les systèmes sociaux des Etats membres. Elle promeut la recherche indéfinie d'une compétitivité source de gaspillages humains et environnementaux, chez nous et ailleurs dans le monde. Elle poursuit activement l'extension du domaine marchand et la destruction des services publics au profit de quelques-uns. Elle préfère imposer l'austérité à ses Etats membres et la misère à une part croissante de ses habitants plutôt que de favoriser la remise à plat des termes de la coopération à l'échelle du continent. L'Europe néolibérale, prisonnière de la doctrine de la concurrence "libre et non faussée", empêche aussi de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs utiles en ligne avec les besoins humains et le respect de la biosphère. Enfin, elle discrédite toute expression de la souveraineté populaire dès que celle-ci s'écarte de ses orientations.

1.5. Par-delà les frontières, des institutions à démocratiser, sinon à quitter

Il est urgent que les peuples européens lèvent l'étendard d'une révolution démocratique et citoyenne, car l'Europe s'enfonce dans une crise profonde. Nos gouvernements sont sous la coupe des financiers.

S'indigner ne suffit pas.

Avec tous ceux et celles qui refusent de se résigner, nous nous organisons pour résister, reprendre notre destin en main et bâtir une Europe conforme à nos valeurs, qui protège les Européens au lieu de les livrer en pâture dans une mondialisation sauvage. Nous sommes en rupture avec la pensée unique et le modèle néolibéral, qui régit l'Union européenne et les relations internationales avec la complicité, disons-le clairement, des sociaux-démocrates.
Loin de ses idéaux fondateurs, l'Europe aggrave les inégalités sociales. Alter-européens, nous ne voulons pas de cette Europe où 1% de la population s'approprie la richesse produite aux dépens des 99% autres et où le fossé s'accroît entre les personnes socialement plus faibles, la classe moyenne en voie de précarisation et la caste des nantis. C'est inacceptable.

Il y a deux poids, deux mesures. D'une part, l'Etat trouve des milliards pour le système financier ; d'autre part, les grandes entreprises ferment ou licencient à tour de bras et les ménages ont de plus en plus de mal à boucler leur fin de mois. D'un côté, les PME et les travailleurs – qu'ils soient salariés ou indépendants – subissent un système fiscal injuste ; de l'autre, les très riches et les sociétés transnationales y échappent. Le problème n'est pas de produire la richesse, mais sa redistribution équitable est la clef de voûte du système à mettre en place.

Nous disons NON au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) qui « constitutionnalise » les politiques austéritaires et nous demandons une consultation populaire sur le sujet. Pour les mêmes motifs, nous refusons catégoriquement le Mécanisme européen de stabilité (MES) et la règle d'or budgétaire. Notons au passage que nombreux sont les pays européens (dont la Belgique) qui s'y soumettent sans véritable débat démocratique sur le fond.

1.5.1. L'Union européenne

Au sud et à l'est de la Méditerranée, des peuples luttent pour se libérer des oppressions. Au nord, les Européens vivent sous la dictature « *soft* » des banques, d'experts, de traders, des fonds financiers spéculatifs. Ce constat n'exonère en rien certains Etats européens de leur responsabilité dans la gestion de leurs finances publiques. Il est tout aussi indiscutable que la crise des banques en 2008 leur a porté un coup fatal.

Tous niveaux de pouvoirs confondus, la dette de la Belgique a crû de 21,5 milliards d'euros en quelques semaines après la crise de l'immobilier américain et le renflouement des banques. C'est à peine moins que les 24 milliards que l'Europe nous impose d'économiser à l'horizon 2015 ! Le refus des états d'auditer leur dette et d'en remettre en cause tout ou partie, est symptomatique de la protection absolue accordée aux rentiers.

L'Union européenne est le fruit d'une construction sous déficit démocratique permanent, sous forte influence de la finance et du business, ainsi que d'institutions internationales telles que l'OTAN. Il en résulte une Union européenne dans laquelle les intérêts des citoyens sont largement sacrifiés.

Nous ne sommes pas dupes : il n'est pas innocent que les gouvernements ont généralement mal communiqué sur les buts de l'Union en construction, sans compter qu'on s'est ingénié à rendre obscur le contenu des traités européens, depuis Rome jusqu'à Lisbonne en passant par Maastricht ou Nice. Même la procédure créant la possibilité de quitter l'UE n'a pas été prévue par les traités avant 2009 (article 50 du Traité de Lisbonne). On a aussi fait obstacle à toute contestation idéologique en bloquant la possibilité de soumettre un traité à référendum ou une procédure d'amendement de la Constitution en Belgique, ou dans les pays qui ont organisé un référendum, en ignorant la décision démocratique des peuples qui se sont prononcés contre ce Traité.

Ce n'est donc pas par nationalisme que nous réclamons l'étude de l'application à la Belgique de l'article 50 du Traité de Lisbonne, mais par souci de provoquer un débat sur le fonctionnement des institutions européennes (Conseil des Ministres, Commission, Parlement, Conseil européen, la BCE, la Cour de Justice européenne et autres institutions) et

les lobbies gravitant autour. Cela permettrait d'ouvrir une révision complète des traités afin de proposer des solutions alternatives véritablement démocratiques, sociales et prenant en compte la durabilité de notre écosystème. À défaut d'une telle révision, nous ne saurions que proposer le retrait de notre pays de l'UE, car nous souhaitons participer à un projet européen réellement démocratique, social et écologiquement durable, en attendant un projet mondial qui le serait également. Actuellement, l'Europe néolibérale est très loin de répondre à nos vœux.

La primauté du marché sur toute autre considération, qui correspond avant tout à la défense des « droits » capitalistes, fonde notre opposition la plus vigoureuse à l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui. Celle-ci empêche non seulement le renforcement de la justice sociale, mais provoque l'écrasement progressif des conquêtes sociales au nom de la concurrence " libre et non faussée " entre les différents États. Elle bloque les tentatives d'harmonisation fiscale ainsi qu'une véritable politique environnementale, un strict contrôle des cultures génétiquement modifiées – etc.

L'Europe est confrontée à la concurrence des pays émergents. Notre déclin n'est pas une fatalité. La montée en puissance de pays comme le Brésil, la Chine ou l'Inde est bien évidemment un défi, et aussi une bonne nouvelle, car elle annonce la sortie possible du sous-développement pour les deux tiers de l'humanité. Elle est pareillement une opportunité pour notre vieux continent d'entrer d'excellente façon dans le troisième millénaire. Ces pays peuvent en effet être nos partenaires dans un développement partagé et responsable, envers nous-mêmes et les générations futures.

Le fonctionnement de la Zone Euro est également une source de problème. Nous ne voulons pas nous cantonner dans de seules considérations sur l'augmentation des prix ni nous lancer dans une discussion sans fin sur les avantages supposés ou réels de la monnaie unique – encore faudrait-il montrer clairement qui tire ou non parti de tels avantages. Nous voulons attirer l'attention sur l'opacité du fonctionnement de la Banque Centrale Européenne qui, dirigée par un groupe de personnes non élues, désignées par les instances dirigeantes de l'UE, possède un pouvoir immense sur la politique des pays européens. Elle décide seule de l'orientation économique de la Zone selon des intérêts qui ne sont pas ceux des populations.

L'Euro est un instrument de domination économique dans le cadre d'une zone monétaire regroupant des pays aux situations économiques très différentes, ce qui crée des distorsions et privilégie les économies les plus fortes. Une monnaie fait partie des instruments politiques de base au même titre que la fiscalité et le contrôle de la finance, et aucun gouvernement, fût-il ou non membre de l'UE, ne devrait se priver de cet instrument. La souveraineté monétaire est l'un des moyens de faire face à une crise budgétaire. C'est pourquoi l'avenir de la Zone Euro doit être débattu et aucune option écartée a priori, la politique monétaire devant d'abord servir les intérêts des populations des États membres.

Le fonctionnement actuel de la BCE, en contradiction totale avec la démocratie et la souveraineté populaire, nous commande de revoir ce système.

La seule vraie condition pour que l'Europe s'en sorte par le haut est que nous ne nous comportions pas comme des naïfs suicidaires et que nous soyons capables de réagir adéquatement. Or, ce n'est absolument pas le cas aujourd'hui puisque les politiques mises en œuvre au niveau européen et national sont à la fois antidémocratiques, antisociales, antiéconomiques et anti-écologiques. En clair, nous nous affaiblissons nous-mêmes volontairement au moment où nos concurrents se renforcent. Autant se tirer une balle dans le pied ! En ce moment, les dirigeants européens sont les pires ennemis des citoyens européens.

Chacun se rend en effet compte que nos dirigeants cumulent indifférence et incompétence. Sous prétexte d'assainir au plus vite les finances publiques, ils nous imposent ce qu'ils qualifient eux-mêmes de plus gigantesque effort demandé aux peuples européens depuis 1945. Dans le contexte actuel de guerre économique, ils font payer à tous ceux et celles qui travaillent ou voudraient le faire, une crise qui ne ressort pas de leur responsabilité. Cette injustice

est inacceptable. Par leurs politiques doctrinaires d'hyper-austérité, les dirigeants européens et les gouvernements des Etats membres infligent des souffrances d'autant plus insupportables qu'elles sont inutiles et même contre productives de leur propre point de vue. Nos dirigeants s'affichent comme les grands prêtres de la croissance, mais ils la tuent ! Ils plombent en effet la demande, étouffent les entreprises, déstructurent le tissu économique, entraînant de nombreuses faillites et des pertes de dizaines de milliers d'emplois.

En Belgique comme ailleurs, seule la tranche la plus riche de la population tire profit de ces politiques qui nous conduisent au désastre. Il faut en effet savoir que la croissance des inégalités et la captation des richesses par ceux qui sont déjà les mieux nantis sont un phénomène commun aux pays européens. L'appétit venant en mangeant, ces gens veulent continuer à s'enrichir même si le modèle économique ultralibéral qui les a si bien servis pendant trois décennies s'est effondré en 2008. Un prédateur ne change pas de stratégie.

Nous objectons qu'une société qui ne sait quoi faire de ses aînés et n'offre à sa jeunesse que le chômage ou les petits boulots, est une société malade. A nos yeux, l'Europe va donc très mal.

Politiquement, économiquement et socialement, l'Europe va en effet droit dans le mur et nous entraîne dans sa folie autodestructrice. Il n'y a là rien d'inexorable, mais l'indignation ne suffira pas pour imposer d'autres politiques ! Ailleurs dans le monde, des peuples se réveillent et demandent à être entendus et pris en considération. Le climat est au changement.

Soyons réalistes, demandons l'impossible et faisons-le !

Il faut nous organiser et nous battre sur le terrain démocratique pour éviter qu'un jour, le rêve européen des pères fondateurs ne tourne au cauchemar et que le désastre économique et social qui se profile à l'échelle du continent si les politiques austéritaires sont maintenues. Agissons pour ne pas permette à la pire des droites de tirer les marrons du feu comme elle a déjà si bien su le faire dans les années trente. En effet, elle a profité du discrédit dans lequel la démocratie parlementaire était tombée suite à la crise de 1929. A l'époque, les coupes claires décidées par les différents gouvernements dans les dépenses publiques ont entraîné en définitive l'accroissement du déficit de l'Etat et une explosion du chômage. **Ne répétons pas les mêmes erreurs du passé.**

Nous nous battons pour une refondation profonde de l'UE afin qu'elle soit orientation vers la justice sociale, l'harmonisation fiscale, la construction d'une politique monétaire équitable, le droit de déplacement et d'installation pour tous, notamment les extra-communautaires, une véritable lutte contre le blanchiment d'argent et contre les paradis fiscaux, et l'interdiction de la spéculation entre autre sur les produits alimentaires ; nous réclamons une démocratisation en profondeur de l'UE, tant dans le fonctionnement que dans la structure de ses institutions afin qu'elle permette la participation des peuples européens à toutes ses grandes options.

Tant que des progrès réels et tangibles n'auront pas été effectués dans l'ensemble de ces domaines, nous nous opposerons à toute nouvelle initiative d'élargissement ou de traité.

Pour sortir de la pensée (encore) dominante et du politiquement correct, sans tomber dans la démagogie, nous disons une fois « NON » et quatre fois « OUI » :

« NON » aux prédicateurs du déclin et aux professionnels de la résignation, qui n'arrêtent pas de répéter qu'« il n'y a pas d'autre solution » que de souffrir ou de renoncer pour sauver notre modèle social, alors qu'ils n'ont d'autre but que de satisfaire les marchés financiers en imposant une triple régression démocratique, économique et sociale.

1. **« OUI » à l'espérance et à l'espoir**

Nous affirmons qu'est encore parfaitement possible une Europe qui marche la tête haute et tienne son rang dans le monde, à la fois résistante et refondatrice, maîtresse de son destin, répondant efficacement aux défis qui lui sont lancés, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Cela, sans renier ses valeurs fondatrices de liberté, d'égalité et de solidarité, dans le respect et la promotion des droits inaliénables, exprimés dans la Charte des droits fondamentaux et, bien plus largement, dans la Charte universelle des droits de l'Homme de 1948 et dans les pactes, protocoles et instruments internationaux qui en découlent.

2. « OUI » à la démocratie et à une économie au service de l'Homme

En fait, les deux questions sont intimement liées. Nous voulons vivre dans un régime démocratique et non sous le règne des technocrates et des experts. Il se trouve que les gouvernements (et plus généralement le monde politique) perdent peu à peu leur crédit et bientôt leur légitimité dans des tranches de plus en plus larges de la population. D'une part, parce qu'ils se soumettent aux diktats des intérêts financiers et instaurent un modèle économique qui ne bénéficie qu'à quelques-uns. Et d'autre part, ils ont permis la mise en place de sociétés transnationales à ce point puissantes qu'elles narguent leur autorité et s'organisent pour se placer au-dessus des lois.

Enfin, il est constaté la tendance à substituer des « politiques » à la tête des gouvernements (Grèce, Italie, …) par des « technocrates », les « nouveaux maîtres du monde », qui sont tous issus des grandes institutions bancaires ou financières (Goldman Sachs, FMI, …). Bref, nous subissons aujourd'hui en Europe le contraire de ce qui devrait se passer dans une démocratie digne de ce nom, où le dernier mot reste au peuple souverain au travers de ses représentants élus. Le modèle de société que nous souhaitons doit être défini en commun, notamment, à travers les politiques économiques et sociales.

En d'autres mots, le politique doit fixer le cadre socioéconomique et non l'inverse. C'est pourquoi nous voulons opposer une révolution démocratique au règne de « ceux qui savent » et qui nous expliquent avec dédain depuis trente ans que nous n'y comprenons rien et qu'il n'y a qu'un modèle économique possible (celui qu'ils prônent). Pour remettre l'économie au service de l'Homme, il faut donc revigorer la démocratie en restaurant le rôle central de l'institution parlementaire et en luttant contre la mainmise excessive des partis politiques sur la vie politique tout en privilégiant la participation citoyenne.

3. « OUI » à l'écologie politique, économique, sociale et régulatrice

Le défi écologique peut et doit être le vecteur par excellence de notre développement. Cela est indispensable, d'une manière générale, dans un monde fini où les ressources sont en voie d'épuisement et, plus particulièrement, dans une Europe où l'empreinte écologique est excessive, les écosystèmes particulièrement menacés et les matières premières (au sens large du terme) rares et devant donc être utilisées avec d'autant plus de parcimonie.

Autrement dit, l'écologie est l'avenir de notre économie. Il n'y a pas à revenir là-dessus. Mais cela ne suffit pas. La réponse écologique doit se compléter et intégrer pleinement la question sociale et la régulation des marchés, car :

- on ne peut exiger de celui qui manque du nécessaire qu'il s'inquiète de la biodiversité ou du climat,
- le libre marché ne concourt pas naturellement à la prise en compte de pareilles préoccupations s'il est fondé sur une concurrence libre et donc faussée.

4. « OUI » à un autre mode d'évaluation de l'économie

L'idée même de croissance et la définition de ses paramètres doivent être complètement redéfinies à partir de nouveaux indicateurs de développement. Au-delà du concept de développement durable (galvaudé au point que l'empreinte écologique de l'humanité sur la planète est passée de 10% en 1992 à 30% en 2005), il nous faut mettre en place une économie vraiment durable, qui :

- Intègre pleinement les idées de bien-être et d'égalité (indices de développement humain et de Gini),
- Pénalise financièrement le non-respect de la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail,
- Intègre dans le prix de revient des produits les coûts environnementaux et de transport.

Soyons clairs ! Il ne s'agit pas de créer une cause supplémentaire d'augmentation des prix et de réduction du pouvoir d'achat, mais de relocaliser les entreprises et plus largement l'activité économique en privilégiant les ressources endogènes et les circuits courts plutôt qu'une mondialisation dévoyée, entre autres fondée sur le moins disant fiscal et social. Nous plaidons donc pour une révision des traités européens et des accords internationaux. Nous revendiquons pour l'immédiat notamment :

- Un protectionnisme social et solidaire, raisonné aux frontières de l'Union, notamment vis-à-vis de nos partenaires qui nous livrent une concurrence déloyale ;
- La révision des textes instaurant et régissant le marché unique de façon à mettre un terme à la triple concurrence économique, fiscale et sociale à laquelle se livrent les Etats membres de l'Union européenne ;
- L'instauration d'un « serpent européen des balances commerciales », inspiré du « serpent monétaire » en vigueur à la fin des années 1970. Les excédents commerciaux excessifs que l'Allemagne génère dans ses échanges intra-européens appauvrissent les autres Etats membres de l'Union. Pour pallier l'absence d'un véritable mécanisme fédéral de redistribution à l'échelle européenne, nous proposons de sanctionner tant les Etats qui sortent « par le haut » (en raison de l'excédent excessif de leur balance commerciale) des limites fixées par le « serpent commercial » que ceux qui en sortent « par le bas » (vu le déficit interpellant de leur balance commerciale) ;
- La non prise en compte des dépenses publiques d'investissement (infrastructures, santé, enseignement, recherche…) dans le calcul des déficits publics.
- La conclusion d'un Traité social européen (incluant notamment l'obligation d'un salaire et d'un revenu minimum garanti) afin de lutter contre le dumping social et environnemental.

Nous sommes conscients que rien ne sera possible sans la réhabilitation de l'autorité publique.

1.5.2. Les institutions internationales et les enjeux mondiaux

À l'échelle planétaire, nous voyons s'aggraver les conséquences de la prédation capitaliste sur les conditions sociales et sur l'environnement. Le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres arables, la mise sous brevet des semences, les règles financières et commerciales iniques imposées par le Nord concourent à ruiner les économies locales du Sud et à compromettre la survie de populations dépossédées et asservies, alors que le nombre de milliardaires ne cesse d'augmenter. Malgré la montée économique des pays émergents, les inégalités s'accentuent globalement. La faim, la maladie poursuivent leur hécatombe discrète. Çà et là les sols s'épuisent, les eaux s'empoisonnent, les forêts reculent, les glaces fondent. Partout la biodiversité décline, le climat se modifie. Les ravages de la mondialisation capitaliste entraînent des poussées migratoires nées du désespoir, ainsi qu'une montée de la haine anti-occidentale dont se nourrissent les intégrismes.

Dans ce monde de tous les dangers, celui qui pèse sur la paix n'est pas le moindre. Nous assistons à la multiplication d'interventions armées, parfois menées par procuration. Derrière la façade médiatique, l'expérience nous montre que les aventures militaires visent souvent des intérêts, directs ou indirects, de type néocolonial et géostratégique, ou/et à étouffer des mouvements populaires légitimes. Or, dans ce monde que le bloc atlantiste voudrait unipolaire, les tensions entre puissances risquent de monter. La superpuissance américaine en déclin n'a pas perdu sa dangerosité.

L'UE, pour sa part, vassalisée par l'impérialisme US, ne dispose que d'armées nationales souvent mises au service de l'OTAN, n'a pas de vraie politique extérieure commune et autonome et n'a jamais sanctionné ses États membres impliqués dans des interventions illégitimes.

L'OTAN, censée exister pour faire face aux agressions extérieures, est en réalité l'instrument d'une politique agressive (cf. ex-Yougoslavie, Moyen-Orient, Libye), une machine service de la guerre économique. L'appartenance de la Belgique à l'OTAN, et a fortiori la présence de l'OTAN et le stockage illégal d'armes atomiques sur notre sol, ne répond à aucune nécessité pour notre pays. Rien ne garantit que le monde actuel ou celui de nos enfants soit à l'abri d'une nouvelle conflagration générale. On se souvient à ce propos du mot de Jaurès: “ Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ”. Pour toutes ces raisons, nous réclamons la sortie de la Belgique de l'OTAN et nous réclamons sa suppression…

En matière internationale aussi, la démocratie apparaît comme la clé de voûte de notre projet écosocialiste. La démocratie n'est pas ce qui caractérise le fonctionnement des grandes instances financières et commerciales (FMI, Banque mondiale, OMC) qui mènent au niveau mondial la même politique que celle imposée aux peuples d'Europe. Ces organismes, fondés sur des critères économiques d'inspiration néolibérale dont la pertinence échappe aux populations qui en sont victimes, et sur un libre-échangisme effréné, appliquent en fait le droit du plus fort. Dictant leur loi aux États, ils s'y substituent de plus en plus. Droit du plus fort aussi, celui que l'idéologie de l'Alliance atlantique entend faire régner sous prétexte de lutte antiterroriste ou de défense de la démocratie contre certains régimes dictatoriaux.

La démocratie ne s'impose pas de l'extérieur, par une politique opaque décidée en dehors de toute consultation citoyenne, s'accommodant volontiers de potentats vassaux, manipulant des révoltes populaires et utilisant en sous-main des groupes extrémistes. C'est en dehors de tout contrôle que prospèrent l'industrie et le trafic des armes. Et que l'OTAN, au mépris du droit international, fomente par exemple ses plans d'attaque nucléaire dans son centre de commandement de Mons. Les mêmes qui prétendent exporter la démocratie sont ceux qui la vident peu à peu de sa substance chez nous, et la mettent en danger dans le monde à travers la surveillance des télécommunications (cf. l'affaire Snowden) qui donne à la mondialisation des allures de *Big Brother* et constitue une arme pour criminaliser les résistances.

Nous en appelons à des relations internationales fondées sur le respect des souverainetés populaires, les coopérations équitables, les recherches de complémentarités, la subordination de la finance et du commerce aux normes sociales et environnementales. Nous réclamons un véritable débat sur le rôle du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, à l'issue duquel, si ses conclusions sont négatives, nous opterions pour une sortie de ces organismes et la mise en place d'institutions réellement au service des peuples du monde. Cela implique aussi des réformes de l'ONU sur une base multipolaire et la suppression du droit de veto des membres permanents.

Le refus de l'austéritarisme passe par l'annulation des dettes illégitimes, illégales et/ou odieuses tant dans les pays en développement que dans les pays développés. L'appui à ces pays ne peut se limiter à des aides humanitaires d'ailleurs souvent détournées de leur objet. Nous voulons engager un débat approfondi sur la création de mécanismes de coopération visant, à terme, à mettre fin à la domination du Nord sur le Sud (en tenant compte de la dette historique de la Belgique envers le Congo), à la concurrence entre travailleurs de tous les pays et à l'odieux chantage aux délocalisations.

Nous voulons, dans cette optique, et loin d'une Europe forteresse, mettre en débat et transformer en profondeur la politique migratoire de la Belgique et de l'UE. Les migrants sont des travailleurs comme les autres et doivent être considérés à juste titre comme participant à la construction d'une Union européenne dont la diversité constitue une richesse fondamentale. Cette politique est bien entendu le corollaire d'autres relations économiques avec leurs pays d'origine. La recherche de solutions à l'émigration économique (comme, par ailleurs, la lutte contre l'intégrisme) ne peut être efficace qu'en s'attaquant aux racines du mal.

Nous faisons nôtre la dette climatique, actuelle et future, et nous nous engageons à mettre en place les aides nécessaires à l'adaptation des pays les plus démunis face aux changements climatiques. Nous reconnaissons un droit égal aux ressources naturelles, renouvelables ou fossiles, à tout être humain. Nous nous engageons à mettre en place une société durable ne reposant pas sur l'accaparement des ressources naturelles au seul profit du monde occidental. Cela passe nécessairement par un retour à une empreinte écologique soutenable pour notre société. Dans son action pour la coopération entre les peuples, mais aussi dans ses combats ici même, le Mouvement *Demain* trouve à s'inspirer d'expériences visant à construire une démocratie fortement citoyenne, la justice sociale et une société écologiquement soutenable une société écologiquement soutenable, pris en mains par les populations (“ agir local, penser global ”), notamment dans divers pays d'Amérique latine au sein de l'ALBA.

Le combat pour la paix, enfin, passe par la rupture avec les logiques de puissance et la politique de force, avec l'alignement libéral et atlantiste, et par la recherche d'un règlement des conflits dans le respect ou le rétablissement du droit international, en particulier le droit des peuples à l'autodétermination. De même, nous soutenons le droit des peuples à décider démocratiquement par eux-mêmes de suivre une autre voie que le capitalisme; à tous les peuples du monde, à chercher des solutions collaboratives distinctes de celles imposées par les anciennes puissances coloniales, sont une pierre angulaire de notre politique internationale. La défense de la paix implique aussi le désarmement multilatéral et contrôlé, notamment nucléaire, dans l'esprit de la Culture de paix promue par l'Unesco et la Charte des Nations-Unies.

En bref, le Mouvement *Demain* propose une alternative internationaliste qui veut unir les forces sociales populaires, en s'opposant à toute forme d'ingérence économique et politique dans les pays du Sud et en cherchant à créer les bases d'une paix durable dans un environnement planétaire respecté. Parce que nous croyons qu'en dépit des dangers, les raisons d'espérer existent et que, oui, “ Un autre monde est possible ”. Beaucoup y travaillent de par le monde. A partir de la Belgique, assumons notre part dans sa construction, pour le bien-être de tous.

1.6. Notre démarche

Développement de notre réflexion.

En 2008, la crise de l'immobilier américain et ses conséquences financières, économiques et sociales ont déferlé sur le monde. Beaucoup avaient espéré – nous en étions – qu'avec un peu de bon sens et d'honnêteté intellectuelle, cette crise allait forcément ramener la raison dans les échanges internationaux et provoquer une prise de conscience salutaire dans les milieux politiques et financiers.

Bref, l'espoir a été grand entre 2008 et 2010 que les uns et les autres admettent leurs erreurs et que des mesures soient rapidement prises aux niveaux européen et mondial pour réguler l'économie et obliger les milieux financiers à prendre en compte l'intérêt général. Concrètement, cela signifiait notamment de remettre les banques au service de l'Homme et de l'économie réelle. Espoir déçu…

Aujourd'hui, se sont envolées les illusions nées de la crise de 2008 et de la gigantesque raclée que les admirateurs de la mondialisation financière se sont alors pris. Les négociations avec le monde financier ne débouchent sur rien de sérieux. Dans le meilleur des cas, c'est trop peu, trop tard ! Il va falloir se retrousser les manches pour imposer une réforme en profondeur des institutions et des structures génératrices d'inégalités et d'injustices sociales. Ce sera un rude combat ! Ceux qui nous ont envoyé dans le mur en 2008 n'ont pas baissé pavillon. Les agences de notation, qui, bien qu'ayant vu venir les problèmes, n'ont rien dit, continuent aujourd'hui – comme si de rien n'était – à distribuer les bons et les mauvais points aux Etats. A chaque fois, les peuples trinquent…

Lutter contre la pensée unique revient aujourd'hui à dénoncer la pensée cynique !

En 2008, les Etats se sont massivement endettés pour sauver les banques du naufrage. Aujourd'hui, le monde de la finance a l'outrecuidance de dénoncer l'endettement public et exige des Etats qu'ils assainissent leurs budgets au plus vite. Il y a trois ans, les traders et leurs bonus rasaient les murs. Ils étaient montrés du doigt par les dirigeants politiques du monde entier. On allait voir ce qu'on allait voir. Eh bien, nous avons vu : la folie boursière a de nouveau ébranlé l'économie réelle et les traders n'ont jamais tant joué. Cela, pour ne pas parler des parachutes ou des bonus somptuaires accordés à des dirigeants qui nous ont menés au bord de l'abîme (et pour certains d'entre nous, en plein marasme) ou qui licencient à tour de bras.

Notre mouvement construit une alternative forte.

Nous ne nous limiterons pas à dépasser la résignation en exprimant la révolte, légitime et nécessaire, qui naît en chaque homme et chaque femme intègre. Nous participons et appuyons fermement la création et le développement d'espaces et territoires de résistance, visant le « bien vivre » et soustraits autant que possible à la logique capitaliste. Mais nous ne contentons pas de construire des îlots qui se désintéresseraient de l'océan de souffrance et de dévastation. Lorsque nous construisons des alternatives anticapitalistes et anti productivistes, c'est en articulation avec le reste du monde.

Nous nous donnons les moyens de créer des lieux de résistance et d'expérimentation pour entamer dès aujourd'hui la transition sociétale dont nous avons besoin. Notre action ne se réduit pas à la résistance à l'ordre établi sur des positions toujours plus précaires et menacées ; elle vise, partout où cela est possible, à entamer le changement sans attendre. Elle offre également une alternative à la montée des égoïsmes et des nationalismes aux illusions d'un entre soi protecteur.

Nous proposons en effet d'autres cadres de pensée, afin de nous libérer des impasses et dilemmes qui aboutissent à la situation actuelle. Nous entendons décrire et porter des propositions politiques susceptibles de modifier la trajectoire actuelle et d'activer l'indispensable transition vers une société émancipée. Il s'agit donc d'un travail de longue haleine, tâtonnant car constructif. Mais aussi d'un travail collectif particulièrement passionnant.

Nous ne partons pas de rien. Nous avons une histoire au sein du mouvement ouvrier anticapitaliste et de l'écologie politique antiproductiviste. Aujourd'hui c'est dans l'articulation de ces deux courants essentiels que nous traçons notre chemin. Profondément démocratique, le projet que nous portons est résolument écosocialiste. Riche expérience et imprégnés des enseignements tirés des succès et des échecs de leur histoire, c'est dans une dynamique de coopération basée sur la mutualisation de nos ressources et savoirs que nous faisons converger nos différentes sensibilités dans la création du Mouvement *Demain*.

Nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que les rapports de force en faveur de notre projet sont à construire. Mais nous savons aussi que les crises que nous traversons ne constituent pas des phénomènes isolés que l'on peut régler en faisant seulement appel à la prise de conscience et à la bonne volonté, par des innovations technologiques ou encore en modifiant à la marge quelques aspects législatifs. Nous savons que chacune de ces crises constitue un élément de plus en plus prégnant d'un ensemble plus large, qu'on ne traitera pas sans s'attaquer aussi aux rapports sociaux et aux intérêts économiques qui perpétuent le statu quo. Nous entendons donc sans ambiguïté contribuer à construire les rapports de force nécessaires pour inverser le cours des choses par tous les moyens démocratiques possibles.

C'est pourquoi, entre autres actions, nous nous présenterons aux élections partout où cela nous semblera opportun et possible pour faire avancer nos idées. Radicalement démocratique, notre mouvement cherchera à investir le champ institutionnel actuel, y compris en participant à des coalitions, mais jamais il ne collaborera à une majorité exécutive politique qui prendrait des décisions et orientations fondamentales contraires aux principes énoncés dans le présent manifeste. Notre mouvement entend également participer aux actions collectives et aux luttes sociales portées notamment par le monde associatif ou syndical dans les mêmes perspectives écosocialistes.

A l'échelle mondiale, notre mouvement s'associera à toutes les forces qui résistent à l'emprise du néolibéralisme et offrent des alternatives compatibles avec son projet, en intégrant les contraintes et les opportunités d'un monde multipolaire. Nous dénonçons notamment les accords de libre-échange et de « partenariat économique », promus notamment par l'Union européenne, en s'appuyant sur les règles de l'organisation mondiale du commerce (OMC), qui contribuent à l'exploitation des peuples, et au dumping social et environnemental.

La construction d'une autre Europe, sous le contrôle démocratique des peuples, ne peut se réaliser qu'à travers divers accords. Nous les nouerons, dans l'esprit du présent manifeste, avec les forces politiques, syndicales et associatives travaillant à la transformation de l'Europe dans une perspective démocratique et écosocialiste.

2. Deuxième partie: notre projet

2.1. Un pacte social à réinventer

Les partis qui alternent au pouvoir, de même que la plupart des structures qui font vivre la concertation sociale, restent solidement attachés à un modèle économique et social basé sur une production en perpétuelle augmentation. Tous en appellent à la relance, particulièrement depuis l'éclatement de la crise économique de 2008, espérant ainsi en revenir au "*business as usual*". Pourtant, le pacte social qui justifie cet élan n'est plus guère qu'un miroir aux alouettes. Combien de reculades au nom de la préservation des conquêtes essentielles ? C'est en bradant les éléments de la sécurité sociale ou des services publics, nous dit-on, que l'on préservera le modèle social. Au bout du compte, le pacte social actuel ne tient plus guère ses promesses et voit sa légitimité s'étioler au fur et à mesure que des pans entiers de la population sont exclus de ses bienfaits. Les développements récents tendent par ailleurs à montrer qu'il est de surcroît à ce point fragile qu'il menace de s'effondrer à tout instant.

La croissance économique s'est durablement ralentie, en Europe dès les années 70. Cela fait donc plus de 40 ans que nous courons derrière elle avec de moins en moins de résultats, quand ce résultat n'est tout simplement pas négatif. De surcroît, le contenu de l'activité économique est aujourd'hui de plus en plus empoisonné. En effet, pour tenter d'assurer la croissance, tous les subterfuges ont été utilisés: les casinos boursiers, l'obsolescence programmée, le crédit à la consommation, une publicité de plus en plus lobotomisante et envahissante, la mise en concurrence des travailleurs, la privatisation des services publics et la subsidiation d'activités commerciales et financières au moyen de fonds publics, ...

Il est temps de jeter les bases d'une société qui n'a pas besoin, pour assurer sa stabilité", d'une croissance du PIB ininterrompue.

Aujourd'hui, nous mettons à mal de plus en plus d'écosystèmes au point de mettre en danger la biosphère dont notre vie à tous dépend. La Terre ne peut plus suivre le rythme auquel nous consommons ses ressources comme le montre les travaux du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernementaux sur l'Évolution du Climat) ou encore la survenue toujours plus précoce dans le calendrier de *l'Overshoot Day*. Ce jour correspond à la date à laquelle la faculté estimée de régénération naturelle des ressources de la Terre, et de "digestion" des pollutions et autres dégâts, pour une année est dépassée. Aussi longtemps que cette date ne sera pas repoussée au lendemain du 31 décembre de chaque année, la production globale et les dégâts qu'elle engendre devront décroître. Nous puisons aussi dans les ressources fossiles en faisant comme si celles-ci nous étaient accessibles sans limite. Or, pour beaucoup de ces ressources où qu'elles se trouvent, le pic de production se rapproche, quand il n'est pas tout simplement annoncé, comme l'a fait l'Agence Internationale de l'Energie en ce qui concerne le pétrole conventionnel. Par ailleurs, lorsque les développements de la technologie promettent l'éco-efficience, l'effet rebond anéantit systématiquement les baisses d'impact et de pollution par unité produite par la multiplication du nombre d'unités vendues et consommées.

Sur le plan social :
Les politiques austéritaires mettent sous pression les travailleurs licenciés suite à des restructurations, remettent à plus tard le refinancement structurel de la Sécurité Sociale, et poussent à réduire encore et toujours les cotisations sociales payées par les employeurs, c'est-à-dire le salaire différé perçu au travers des allocations familiales, de chômage, de pensions ou des remboursements de soins de santé. Pendant ce temps, les gouvernants ne formulent aucune proposition crédible pour résoudre le problème du chômage de masse.

Le silence et le désintérêt gouvernemental pour les revendications portées par les organisations syndicales face à l'explosion du coût de la vie s'est concrétisé par une immixtion dans les négociations paritaires et un blocage des salaires. Cela montre qu'il faut une force politique neuve qui se fasse le relais de ces justes revendications.
A contrario, le monde patronal et financier se voit gratifier sans cesse de mesures en sa faveur, comme par exemple les intérêts notionnels, l'accumulation des réductions de cotisation sociale ou d'impôts, le renflouement spectaculaire des banques, etc.

En outre, c'est à nouveau aux travailleurs et aux allocataires sociaux, ainsi qu'à leur famille, que l'on présentera la facture finale de l'actuelle crise financière et économique. Après les menaces sur les petits épargnants et petits

propriétaires de placement, on voit de plus en plus d'emplois menacés, au mieux de chômage économique, au pire de licenciements. La répartition des richesses est de plus en plus inégale et les citoyens sont appelés à s'endetter toujours davantage.

Socialement, en dépit des restants de mécanismes de redistribution, les richesses se sont de plus en plus accumulées dans de moins en moins mains... D'un côté, une petite minorité détient un pouvoir économique tel qu'il dépasse aujourd'hui largement le pouvoir de certains pays. Non seulement la redistribution n'a pas eu lieu équitablement, mais le pouvoir s'est déplacé du politique vers un noyau d'acteurs économiques prêts à tout pour consolider leur puissance. De l'autre côté, dans nos sociétés où règnent la surabondance, la précarité, la pauvreté et la misère se propagent et s'étendent dans des couches toujours plus étendues de la population. La richesse, pour sa part, se fait à nouveau insolente...

Les politiques dites de luttes contre le chômage sont en réalité des politiques de baisse de la protection et de la rémunération du travail salarié. Pendant que certains souffrent de trop de travail, le chômage, supposé être l'enjeu de toutes les politiques économiques, ne cesse d'augmenter. Pour beaucoup, c'est le nom de l'angoisse du lendemain. Il n'y a guère d'espoir de le voir diminuer de manière significative. Nous assistons à la précarisation croissante de pans importants de la population, qu'elle soit au travail ou au chômage. Pendant ce temps, les derniers filets publics ne peuvent plus suivre.

Les organismes en charge de l'aide sociale, au premier rang desquels les CPAS sont soumis à des critères chiffrés d'efficacité inspirés de l'idéologie managériale, inadéquats voire pervers dans ce champ sociétal. Le travail nécessaire à la reconstruction d'une perspective de vie autonome pour les personnes les plus fragiles a lieu dans des conditions de plus en plus périlleuses, tant pour les personnes aidées que pour les travailleurs du secteur. L'activité professionnelle des artisans et des travailleurs indépendants est elle aussi mise sous pression par les mécanismes de la globalisation économique.

Continuer sur la même voie, appliquer les mêmes recettes, n'offre guère de perspectives si ce n'est l'aggravation des tendances déjà à l'œuvre aujourd'hui. Il est temps de proposer une alternative et de réformer en profondeur les concepts et institutions à la base de notre démocratie sociale.

2.2 Un sens de la mesure à retrouver

« *Il faut éteindre la démesure plus encore que l'incendie* », déclarait déjà au VI siècle av. J.-C, le philosophe grec Héraclite d'Ephèse. Cette phrase garde tout son sens. Aujourd'hui, nous faisons comme si la situation restait sous contrôle, comme si chacun de nous gardait la maîtrise de sa part de travail dans un enchevêtrement, un enveloppement de responsabilités tellement brouillé qu'aucun d'entre nous ne sait plus vraiment où commence et où finit la sienne, ni où elle se situe concrètement dans les agencements techniques et sociaux de toute sorte qui ont été créés. Nous sommes allés beaucoup trop loin, au point que de nombreux systèmes sont maintenant hors contrôle.

A côté de la complexité, notre monde cultive l'immédiateté comme si, pour tenir debout, il lui fallait toujours plus de nouveautés. Les projets et créations se succèdent à un rythme toujours plus rapide. Cette frénésie tend à envahir tous les aspects de la vie y compris la production du savoir et la recherche scientifique, de plus en plus axée sur les retombées économiques des découvertes. La *Fast Science* vient rejoindre le *Fast Food*. Sauf qu'en matière scientifique, personne- pas même le chercheur- n'a plus le temps ni les moyens de digérer l'ensemble des résultats produits que déjà d'autres recherches sont publiées et d'autres produits mis sur le marché. Il est temps de ralentir. Sur une planète déjà bien malmenée, le principe de précaution s'impose. Nous devons pouvoir compter sur un cadre de production des savoirs davantage maîtrisé par ses utilisateurs et donc, entre autres indépendant du marché. Nous devons garantir la réversibilité des processus mis en route et des innovations. Il nous faut réapprendre à prendre le temps, pour que nos choix soient de vrais choix, pour que notre vie soit réellement choisie, et non subie.

2.3. Les nouvelles orientations politiques

Retrouver le sens de la mesure et avancer vers un nouveau pacte social fort sans recourir par défaut à la croissance économique passe pour nous par une reconversion en profondeur de notre modèle productif autant que par un renforcement des mécanismes de mutualisation des richesses. Ceci implique de relocaliser l'activité, de reconvertir l'outil industriel, de redistribuer le travail et de renforcer la sécurité d'existence. Cela implique également de réorienter l'attention et les moyens de l'action publique et donc de redéfinir collectivement et démocratiquement ce qui compte Cette reconversion doit être assurée par une volonté politique nette qui assure un revenu à chacun, notamment pendant toute la durée de la transition. Un engagement ferme en ce sens doit s'accompagner de mesures facilitant et finançant la reconversion des secteurs « condamnés » vers les secteurs « nouveaux ». Seule la solidarité peut nous permettre de sortir par le haut d'une telle conjoncture.

2.3.1. Relocaliser l'activité

De nombreux besoins sont aujourd'hui mal ou non satisfaits. Y répondre dépend du maintien et du développement de savoir-faire, de qualifications et de capacités d'innovations que nous serions bien mal avisés de laisser dépérir. Citons quelques exemples : dans une industrie relocalisée, avec des biens réparables et réutilisables; dans les services d'aide aux personnes pour permettre le maintien, le recouvrement et le développement de l'autonomie dans des situations de vulnérabilité; dans l'agroécologie et l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire et de la santé de tous; dans la recherche et les filières « vertes » visant à réduire notre dépendance aux ressources épuisables et à maîtriser les standards les plus élevés et les plus ambitieux (écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables, etc.).

Une maîtrise davantage locale de la production des biens et des services essentiels à notre prospérité permettrait en outre de contrer plus facilement l'obsolescence programmée, productrice de montagnes de déchets, voire de gadgets complètement inutiles et de mettre en place non seulement une plus grande durabilité des produits mais encore les services et industries à même de les réparer. Elle permet de surcroît de diminuer le transport de marchandises. En limitant l'allongement des chaînes de production et de responsabilités, une relocalisation des activités permet en outre de valoriser le professionnalisme et la polyvalence du collectif de travail. Combien de travailleurs n'expérimentent-ils pas les absurdités auxquelles peuvent conduire une trop grande spécialisation des tâches et l'atomisation des responsabilités. Dans une autre dimension, la relocalisation facilite le développement d'une économie du partage, basée sur le droit d'usage.

Pour soutenir cette relocalisation, l'action publique doit privilégier, autant qu'il est possible, des outils, entendus comme tout objet, organisation ou structure pris comme moyen d'une fin, qui soient les plus légers possibles au regard des objectifs qu'ils servent. Il faut en effet veiller à ce que les dynamiques technologiques soient maîtrisables par leurs utilisateurs, favorisent les savoir-faire autonomes et la créativité, encouragent le partage et la polyvalence et mettent en œuvre des principes d'efficacité et de sobriété énergétique beaucoup plus exigeants qu'aujourd'hui. A cet effet, sortir de la production énergétique à partir du nucléaire est un impératif incontournable. Des entreprises de taille raisonnable, des services de proximité, des circuits d'échange courts ou des institutions décentralisées, intégrant les critères de l'économie sociale et coopérative, ont davantage de chances de répondre à ces préoccupations. Les critères définissant une économie sociale et coopérative, sont l'utilité collective, la lucrativité nulle ou limitée, la gouvernance démocratique et la libre adhésion. De telles structures permettent bien davantage la participation effective des citoyens aux décisions qui les concernent et une meilleure prise en compte des effets des choix qui sont posés.

2.3.2. Reconvertir l'outil industriel

Les dépenses publiques seront ciblées à la fois vers des secteurs et initiatives facilitant le passage à des modes de vie plus soutenables, permettant de faire demain beaucoup mieux avec moins, et vers la reconversion des secteurs non-soutenables voués à disparaître. Un des principaux objectifs des pouvoirs publics doit dorénavant être, outre d'aider à la reconversion des secteurs non soutenables voués à disparaître, de rendre les citoyens moins dépendants des activités rémunérées pour maintenir leur qualité de vie et leur sécurité d'existence : bâtiment efficients d'un point de vue énergétique dans un aménagement du territoire repensé pour favoriser des modes de vie moins énergivores, plus frugaux et davantage conviviaux, développement massif des transports en communs et de la mobilité douce, agriculture fonctionnant en circuit court,…

A titre d'acte de résistance immédiate, des mesures réglementaires et des investissements publics pourraient être renforcé par la création et l'encouragement d'instruments monétaires alternatifs à la monnaie étatique et au crédit bancaire traditionnel. Ces instruments sont en effet à même de favoriser et soutenir des circuits de crédit, de production et d'échange davantage localisés et orientés vers des activités socialement souhaitables. Ils peuvent

également assurer un rôle stabilisateur automatique en période de contraction du crédit bancaire. Reconquérir le contrôle public et démocratique de la création et de la politique monétaire étatique reste un objectif en soi.
Prendre en main notre destinée commune, c'est aussi oser développer des mécanismes, publics, privés et associatifs afin de diriger l'épargne et les moyens financiers en général vers le développement d'activités désirables sur le plan social et environnemental. Une partie importante de l'épargne, canalisée depuis des années la finance, s'est volatilisée tandis qu'une autre partie n'a fait qu'enrichir une minorité de privilégiés. Ces ressources auraient pu servir des fins infiniment plus utiles si les institutions en charge du choix des projets d'investissements étaient tenues de rendre des comptes sur l'utilisation des moyens qui leurs sont confiés. C'est pour cela que les institutions financières doivent relever soit des services publics sous contrôle démocratique, soit être des coopératives financières à visée sociale et environnementale légalement encadrées.

2.3.3. Redistribuer le travail, sens et nécessité

2.3.3.1. La place et le sens du travail.

Le capitalisme s'appuyant sur l'héritage culturel du monde occidental, tend à survaloriser le travail comme valeur morale centrale, poussant ainsi les travailleurs salariés à accepter leur condition d'exploités. Seul le travail produisant une plus-value commercialisable trouve grâce aux yeux du système capitaliste, les autres formes de travail (domestique, artistique, associatif, etc.) ont été dévalorisées dans la société. Nous pensons que c'est une erreur. Nous souhaitons que la notion de travail regroupe à l'avenir la somme des tâches à accomplir pour assurer une vie humaine en harmonie avec les autres humains et avec l'environnement dont cette vie dépend, que ces tâches soient rémunérées ou non, productives ou non. Sous-jacentes à cette idée, on trouve plusieurs notions :

- Le travail nécessaire est limité;
- Sans travail, la société ne peut se perpétuer ;
- Il ne devrait pas y avoir de compétition pour avoir un travail, il y a une liste de tâches à réaliser ;
- Ça ne sert à rien d'exercer un travail qui ne sert à rien ; encore moins un travail qui a des conséquences nuisibles voire criminelles.

Chacun a une part à effectuer, en fonction de ses capacités :
La notion de travail dépasse donc celle de l'emploi, qui pour nous est tout travail qui engendre une rémunération. En dehors de l'emploi, chacun travaille beaucoup, dans des activités bénévoles ou intrafamiliales, en vue d'accroître sa sphère d'autonomie, pour apprendre, produire ou transmettre des savoirs et de la culture. Ce n'est pas le travail qui manque particulièrement en cette période de forte transformation sociétale, mais bien la possibilité d'en tirer une reconnaissance et/ou une rémunération. La plupart des êtres humains

portent en eux leurs propres objectifs et le travail qui y est associé, mais beaucoup sont amenés à les abandonner parce qu'ils doivent s'assurer d'un revenu financier suffisant.

Nous pensons qu'aujourd'hui trop de fonctions essentielles dépendent de l'emploi :

- c'est lui qui assure pour la plupart l'accès à un revenu ;
- c'est lui qui nous confère un statut dans la société ;
- c'est lui encore qui ouvre pour nous et nos proches l'accès à la sécurité sociale ;
- parfois seulement, il nous offre la possibilité de nous épanouir.

Ne souhaitant plus confier à l'emploi la réalisation de toutes ces fonctions, nous désirons proposer des nouvelles conquêtes sociales : la réduction collective du temps de travail, la dotation inconditionnelle d'autonomie, le salaire socialisé et la gratuité socialement construite ainsi que le revenu maximum autorisé constituent autant de perspectives sur lesquelles nous voulons avancer.

Si la protection partagée contre les aléas de l'existence ne doit plus dépendre exclusivement, ni même prioritairement, de la relation salariale, le travail rémunéré, salarié ou non, n'est par contre pas amené à disparaître. Il continuera à représenter un aspect important de l'existence humaine. Le droit du travail ne doit donc en aucun cas sortir de la régulation démocratique. La protection du corps et de la personne du travailleur, le renforcement de la position de négociation des travailleurs et l'approfondissement de la démocratie dans l'entreprise sont au contraire appelés à être renforcés dans une société qui parvient à desserrer l'étau concurrentiel pour la survie.

La situation actuelle du travail salarié est duale. D'un côté elle tend à générer une charge physique et psychique élevée sur les travailleurs qui disposent d'un emploi. Pour la grande majorité des travailleurs, le travail aliéné au sein du salariat ne laisse pas l'organisme indemne. Il représente une charge qu'il convient dès lors de réduire autant que possible De l'autre côté, le marché du travail produit des bataillons « d'inutiles au monde » à travers le chômage de masse et la multiplication de statuts précaires peu valorisés et peu valorisants, ne cesse d'accroître « l'armée de réserve » de travailleurs dont le but essentiel est de faire pression vers la baisse des salaires... La stigmatisation des chômeurs vient accroître ce mal-être, telle une double peine. Le dispositif actuel de contrôle des chômeurs est à bien des égards incompatibles avec les principes de l'Etat de droit. Il ne garantit entre autres ni l'impartialité, ni l'équité, ni l'égalité de traitement au cours des procédures.

La raréfaction des contrats à durée indéterminée en début de carrière a ainsi transformé la situation "normale" en « privilège » réservé à quelques-uns, dégradant pour des franges croissantes de la population tant les conditions de travail que les conditions de la participation à la vie de la cité. Tant que règne le système capitaliste et que le travail s'exerce principalement sous la forme d'un emploi salarié, le travailleur doit pouvoir être protégé par le maintien et l'amélioration de toutes les conquêtes des luttes sociales et syndicales : le droit du travail, la concertation sociale, et la sécurité sociale. Sous les coups de boutoirs du capitalisme, ces conquêtes sociales et syndicales sont actuellement démantelées les unes après les autres : l'emploi se précarise de plus en plus, et les politiques multiplient les créations de jobs, c'est-à-dire des emplois avec moins de droits, moins de concertation, moins de sécurité sociale. Et un temps de travail toujours plus inégalement répartit.

Le règne du marché de l'emploi s'accompagne d'une masse d'exclus de ce marché. Le salariat asservit. Le travail désaliéné libère, c'est-à-dire quand le travailleur a le contrôle individuel et collectif de son travail. « Promouvoir l'*emploi* », c'est promouvoir le contrôle des propriétaires des moyens de productions sur les travailleurs, on parler d'ailleurs de marché de l'emploi : « Le but premier de toute politique devrait être l'émancipation des citoyens ». Pour le travailleur, l'émancipation passe par la réappropriation de son travail, tant sur le contrôle du temps que des objectifs de celui-ci. S'il faut globalement moins de temps de travail pour produire davantage de biens et services, et que cette évolution n'est pas traduite en réduction collective du temps de travail, nous créons du chômage ! Pour remettre le

travail salarié à sa juste place dans une société libérée de la course à la croissance, nous prônons la réduction collective du temps de travail. Cette réduction sera progressive mais continue, de sorte qu'elle partage équitablement l'accès au travail salarié et permette à chacun d'assumer une part dans le travail à accomplir pour assurer la prospérité collective. Les gains de productivité et l'augmentation de la participation au marché du travail permettent la diminution du temps consacré au travail salarié par chacun tant sur une base hebdomadaire moyenne qu'à l'échelle d'une vie.

Avec la réduction collective du temps de travail, on corrige une partie des errements de la société actuelle. Alliant les impératifs du court terme, et les objectifs du long terme, la réduction du temps de travail répond à plusieurs objectifs majeurs : partager l'emploi pour en donner l'accès au plus grand nombre, améliorer la santé et le bien-être des travailleurs, lutter contre les inégalités de genre, rééquilibrer la redistribution entre travail et capital, remettre le travail « contraint » à sa juste place, c'est-à-dire la plus réduite possible, au profit des activités autonomes, donner du temps pour l'exercice de la citoyenneté, etc.

Par ailleurs, le travail salarié ne pourra être réellement épanouissant et désaliéné que s'il s'inscrit dans une économie publique, privée ou collective qui pratique davantage la démocratie dans l'entreprise et qui répond aux critères de l'économie sociale et coopérative et aux nécessités de préserver les biens communs.

Notre objectif reste la constitution d'une société sans classe et l'abolition du salariat, et son remplacement par l'union des producteurs librement associés. Ce résultat ne pourra être atteint, dans une société où le travail collectif se substitue de plus en plus au travail individuel, que par l'appropriation collective des agents naturels et des instruments de travail.

2.3.4. Réaliser de nouvelles conquêtes sociales

De nouvelles conquêtes sociales doivent intervenir. Il s'agit tout autant de compléter que d'universaliser les droits sociaux historiquement bâtis sur la relation salariale. La sécurité d'existence est en effet une condition sine qua non à l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière. Favoriser l'épanouissement au travail, la qualité de la vie et l'investissement démocratique passe donc aussi par des droits sociaux repensés pour ne pas alimenter la course en avant productiviste et étendus pour tenir compte des nouvelles formes de précarité et de la diversité des trajectoires humaines.

Tant que nous n'atteindrons pas notre objectif d'abolir le salariat, c'est-à-dire de pouvoir transformer l'emploi en travail réaliser par des producteurs librement associés, nous devrons mener une lutte constante pour contrôler, réguler et encadrer l'emploi afin que celui-ci soit accessible au plus grand nombre, de qualité et correctement rémunéré. Dans le même temps, il s'agit de renforcer la sécurité sociale (le salaire socialisé, mutualisé) de façon à garantir à tous un droit au revenu. Par des revenus de remplacement suffisants, des salaires justes, et un temps affecté au travail salarié le plus réduit possible, nous entrevoyons une société où le travail autonome, bénévole, relevant de la sphère privée pourrait croitre de manière plus importante. Sans idéaliser la sphère privée qui met également en œuvre de nombreuses dominations, (de genre par exemple), nous voyons dans la réappropriation du travail un outil important de refondation de notre société.

A l'instar de ce qui a été mis en place sur proposition des objecteurs de conscience, à savoir la possibilité pour les chômeurs de refuser un emploi en désaccord avec leurs convictions politiques et spécifiquement dans l'industrie de l'armement et dans le secteur nucléaire, nous demandons en outre que soit introduite la possibilité de refuser un emploi dans des secteurs économiques dont la production contribue à détruire les équilibres environnementaux, la santé des personnes, à précariser les conditions de travail des autres travailleurs (agences intérimaires), et/ou dont le sens se réduit à l'accumulation de richesses pour les actionnaires de l'entreprise ou à faire tourner le système capitaliste sur lui-même (publicité, démarchage pour la vente, …).

Nous souhaitons œuvrer au développement de dotations inconditionnelles et universelles d'autonomie couplé à un revenu maximum autorisé. Nous voulons également avancer vers la gratuité d'un accès raisonné aux services publics et d'un usage raisonné des biens communs : eau, énergie, moyens de communication, production scientifique et culturelle, etc. Tous ces instruments constituent des moyens pour assurer à toutes et tous une plus large sécurité

d'existence. Ils donnent aussi des clés d'émancipation et permettent de participer, sans qu'il ne s'agisse nécessairement d'une activité rémunérée, à des activités utiles à la société.

2.4. Les conditions de réalisation

Dans un monde fonctionnant davantage sur le mode "un euro, une voix" que sur le mode "une personne, une voix », les idées politiques les plus généreuses ne sont trop souvent qu'autant de belles promesses face à l'omnipotence des puissants tant que ceux-ci gardent en main les leviers du pouvoir. Il est donc indispensable de saper la force de frappe de la finance et de se réapproprier les questions de fiscalité et de service public.

2.4.1. Rompre l'emprise de la de la finance et du capital

Une diminution drastique de l'emprise des financiers sur l'économie et la société est indispensable afin de retrouver une capacité d'action politique. Le pouvoir grandissant de la finance de marché explique non seulement l'ampleur de la crise actuelle. Elle accroît également la difficulté à y apporter des réponses. De nombreuses évolutions des dernières années sont à remettre en cause afin de stopper l'infiltration de la finance dans tous les pans de la vie en société: la dérégulation des banques et de la finance de marché certes mais également la libre circulation des capitaux, la faible taxation des différentes formes de revenus du capital, le financement des pensions et des investissements des pouvoirs publics par le recours massif aux marchés financiers, la croissance de la finance de marché comme source de financement des entreprises ou le surdéveloppement des possibilités de crédit pour les ménages.

Promettre aujourd'hui le remboursement inconditionnel, et sans audit, des dettes passées, n'imposer d'autre horizon que le chômage et l'austérité sans fin, quoiqu'il en coûte de la viabilité des sociétés humaines et de la vie sur Terre, est le meilleur moyen d'encourager encore l'irresponsabilité d'un secteur financier déjà hypertrophié. C'est aussi un moyen sûr de préparer de nouvelles tensions monétaires de semer des germes de repli sur soi et de subir le cours des événements futurs. C'est pour cela que nous appuyons les initiatives d'audit citoyen des dettes publiques et en conséquence l'annulation des parts de ses dettes que l'audit révèlerait illégale, illégitime et/ou odieuse.

Face, entre autres, aux politiques austéritaires appliquées au nom du remboursement de la dette, il convient également de reprendre en main la politique monétaire. Nous entendons en particulier mettre fin, de manière organisée et négociée, au carcan que constitue aujourd'hui la politique monétaire européenne. Celle-ci est en train de tuer la construction européenne en mettant celle-ci au service exclusif des rentiers et des créanciers. Nous ne voulons pas de cet Euro-là.

Le mandat et les statuts de la banque centrale européenne (BCE) doivent être revus. Sa direction doit répondre à un contrôle politique démocratique afin de mettre ses moyens au service des besoins de la population européenne. La BCE doit pouvoir exercer un rôle de bailleur de fond auprès des états-membres qui souhaiteraient mener des politiques d'investissements durables dans la transition écologique de leur économie par la reconversion et la relocalisation industrielle, la réduction collective du temps de travail et la redistribution des richesses. L'Euro doit cesser d'être utilisée comme moyen de mise en concurrence des travailleurs, des systèmes sociaux et de l'économie nationale des états-membres.

La politique monétaire doit faciliter l'instauration d'un plancher fiscal commun sur les entreprises et les plus-values financières, l'instauration de « serpents » sociaux en terme de salaires minimum (à 60% au moins du PIB national par habitants) et maximum, d'allocations de remplacement (chômage, retraite, indemnité de mutuelle ou d'invalidité, à hauteur de 50% au moins du PIB national par habitant) comme étapes intermédiaires vers la mise à niveau des économies nationales. Plus généralement, une diminution drastique de l'emprise des marchés financiers sur l'économie et la société est indispensable afin de retrouver une capacité d'action politique. Le pouvoir grandissant de la finance explique non seulement l'ampleur de la crise actuelle. Elle accroît également la difficulté à y apporter des réponses. De nombreuses évolutions de ces dernières années sont à remettre en cause afin de restreindre l'infiltration de la finance dans tous les pans de la société: la dérégulation des banques et de la finance de marché mais également la libre circulation totale des capitaux, la faible taxation des revenus du capital, le recours croissant aux marchés financiers pour le financement des pensions, des entreprises et des investissements publics ou le surdéveloppement des possibilités de crédit pour les ménages.

2.4.2. L'impôt et le service public

La réorientation des dépenses publiques s'accompagnera d'un nouvel équilibre fiscal et social. Dans le partage et la redistribution des richesses, l'impôt progressif sur le revenu et le patrimoine joue un rôle essentiel car c'est lui qui permet de créer la première source de financement des services collectifs. Ces dernières années, les politiques néolibérales ont diminué la progressivité de l'impôt et multiplié les niches fiscales permettant aux plus riches et aux grandes entreprises de se soustraire de multiples façons à leur devoir de contribution à la collectivité. Cette évolution est d'autant plus inacceptable qu'elle fait peser le financement des services publics sur les artisans, indépendants, PME et salariés dans leur ensemble. Elle pénalise en particulier ceux qui démarrent de nouvelles activités, y compris pour préparer et faire face aux défis sociaux et environnementaux.

Deux types de mesures sont à prendre rapidement.

- D'une part, il faut immuniser une tranche de base plus élevée, puis restaurer une progressivité à la fois plus douce mais plus longue, en multipliant les paliers de progressivité et en relevant avec des paliers supplémentaires les plafonds actuels ;
- D'autre part, actuellement les revenus sont fiscalisés de façon différentiée suivant leur origine, discriminant profondément les revenus du travail par rapport à toutes les formes de revenus du capital. Il faut mettre en place un système de globalisation des revenus préalable à un calcul de l'impôt progressif sur l'ensemble des revenus quel que soit leurs provenances.

Il faut aussi tendre vers une harmonisation fiscale européenne, en particulier pour l'imposition des sociétés. Nous prônons également la réalisation d'un cadastre des fortunes au niveau international, ce qui implique la fin des paradis fiscaux.

Les services publics doivent être refinancés, redéployés et réorganisés pour mieux répondre au besoin de la société. Ils ne doivent pas être réduits à la définition des « services d'intérêts généraux » (SIG) ou celle de « service d'intérêts économiques généraux » (SIEG) comme le souhaite la Commission européenne. Quitte à se mettre en infraction avec le cadre actuel, il faut restaurer une capacité publique d'intervention dans l'économie, aussi bien comme agent régulateur que comme opérateur économique à même d'intervenir directement ou indirectement dans des secteurs économiques jugés essentiels.

La présence physique de services publics (bureau de poste, gares et points d'arrêts, crèches et écoles, antennes locales des services publics fédéraux…) dans les quartiers est essentielle. Elle offre la garantie que tous les citoyens aient effectivement accès à ces services collectifs. Elle évite de multiplier les déplacements individuels. Elle contribue à la création du lien social nécessaire au renforcement de la sécurité. Elle permet enfin de renforcer les noyaux commerçants installés en zone habitée face au développement inconsidéré de zonings commerciaux en dehors des tissus urbains et villageois existants. Le redéploiement des services publics sera d'autant plus facile que des synergies sont mises en place entre services publics afin de bénéficier d'économies d'échelles et de faciliter la vie des usagers: locaux communs, personnel polyvalent, harmonisation des heures d'ouverture, …

Le monde ne se découpe pas naturellement entre ce qui ressort du public et ce qui ressort du privé. Dans un monde où la prospérité nous était présentée de façon duale comme ressortant soit de l'accumulation privée des biens, soit de formes étatiques autoritaires, les études et les analyses sur les biens communs ouvrent une voie alternative. Ils nous permettent de nous rendre compte que nous sommes tous plus riches d'autre chose qu'uniquement de ce qui a valeur d'échange. Et comme humains, nous sommes capables de gérer en commun ce qui a valeur d'usage. Ils nous mettent en condition d'avancer plus sereinement sur la voie d'une économie solidaire et partagée. Ils permettent de faire émerger collectivement des nouveaux métiers non seulement à même de répondre aux défis sociaux et environnementaux mais encore aux aspirations d'une humanité enfin apaisée.

2.5. Pour donner corps au nouveau pacte social

Pour donner corps à un nouveau pacte social, s'accorder sur un cadre socio-économique ambitieux est une condition nécessaire mais non suffisante. Au-delà de la production et de la répartition de biens et services, l'impasse ne peut être faite d'une part sur ce qui relie les êtres humains entre eux, et d'autre part sur les moyens leur permettant d'assouvir leurs besoins de base, qu'ils soient matériels, relationnels, intellectuels."

2.5.1 Les droits et devoirs

Face à la montée en puissance des mécanismes de contrôle et de surveillance, machines à produire de la suspicion généralisée et de l'impuissance collective, nous prônons une société apaisée. Chacun y sera en mesure de contribuer à la prospérité collective à mesure de ses capacités. Chacun y sera de même protégé efficacement contre toutes les formes de violences, de domination et d'exploitation, indépendamment de toute considération de genre, d'orientation sexuelle, de statut social ou de nationalité. La sécurité d'existence, sous toutes ses formes, n'est pas un luxe. C'est un droit qui doit être également garanti à tous les citoyens. C'est son absence, et les inégalités sociales qui en sont la source, qui génère en grande partie la délinquance.

Si aucune société n'abolira la part d'ombre qui est en l'homme, il est par contre possible de mettre fin à l'impunité dont certaines formes de criminalité, en col blanc ou non, peuvent profiter. Il n'y a pas lieu pour autant, au nom de la sécurité, d'instaurer des zones qui échapperaient à l'emprise de la règle démocratique. Il convient au contraire d'en étendre l'empire afin que toutes les atteintes à l'intégrité humaine et aux écosystèmes soient effectivement susceptibles d'être sanctionnées de manière proportionnée.

Nous sommes en effet convaincus que l'intelligence de la règle commune, l'impartialité de son application et la mesure de ses effets sont le meilleur moyen de faire advenir un ordre social qui minimise le recours à la violence par les individus et diminue l'usage de la force par l'Etat. Il convient d'appliquer fermement mais scrupuleusement les principes de l'Etat de droit, à commencer par les lieux où ils sont le plus souvent mis à mal: les prisons et les structures mises en place pour accueillir migrants et réfugiés.

Il n'y a pas aujourd'hui dans notre pays de réflexion globale sur l'efficacité de la politique criminelle ni, à plus forte raison, sur la réalité carcérale. On répond ponctuellement aux tensions présentes dans la société par l'instauration de mesures sécuritaires: portiques de sécurité, extension du champ d'intervention de sociétés de vigiles privées, recours accru à la détention préventive, alourdissement des peines de privation de liberté, allongement des peines effectivement purgées, centres fermés … L'efficacité réelle de ces mesures et leurs effets anxiogènes sur l'ensemble de la société ne sont que rarement pris en compte. Ils débouchent de surcroît sur une surpopulation carcérale chronique, un malaise croissant dans les prisons, des chances de réinsertion faibles pour les détenus et des taux de récidive des délinquants relativement élevés, toutes choses inacceptables dans une société démocratique qui s'affirme « évoluée ».

Le système pénal gagnerait à prononcer moins facilement des peines privatives de liberté, au profit le cas échéant de peines alternatives, mais à veiller à leur application. Contrairement à la situation actuelle, l'exécution d'une peine ne doit pas créer de nouveaux obstacles à la réinsertion des délinquants. Il doit autant que faire se peut la favoriser. Un encadrement approprié des détenus sur le plan de la réparation des dommages occasionnés ainsi que sur le plan médical, psychosocial et de la formation professionnelle doit enfin être assuré.

Le financement de l'institution judiciaire doit être instauré à la hauteur de ces attentes.

2.5.2. L'approfondissement de la démocratie

Il ne faudra pas moins d'Etat mais plus et mieux de services collectifs « par la transformation de l'Etat en administration publique des choses ». Rejetant l'idée de la gestion étatique ou bureaucratique, notre mouvement entend que la gestion des services publics, des entreprises publics et des entreprises actuelles privées qui devraient passer sous contrôle public (banques, assurances, gestions des eaux, production de l'énergie, secteurs vitaux de l'économie, etc.) soit confiée aux travailleurs (techniciens, employés et ouvriers) et aux consommateurs, préalablement organisés au sein de Conseils de direction et de coordination de l'économie nationale.

De façon à ce que son fonctionnement ne soit pas cadenassé par une partitocratie accaparant une partie de ses ressources -légalement ou pas- et s'y perpétuant tout en empêchant l'entrée de nouveaux acteurs dans le champ politique, la marge de manœuvre des citoyens doit être élargie. Des outils rattachés à la démocratie directe, comme une capacité d'interpellation des élus pouvant aller jusqu'au referendum révocatoire, la reddition de comptes en cours ou en fin de mandat, les referenda d'initiative législative ou constitutionnelle ou la création de budgets participatifs sont autant d'exemples pouvant être mis en œuvre pour accroître la légitimité de l'action de l'Etat ou de ses subdivisions.

« La démocratie politique et économique sont étroitement liées. A l'instar du champ politique, le pouvoir se doit d'être davantage démocratisé dans l'économie marchande, non marchande, et dans les services publics. Trop de travailleurs sont encore écartés des mécanismes de la concertation sociale qui doit globalement être renforcée. Nous souhaitons par exemple que les travailleurs sans emploi soient intégrés structurellement à la concertation sociale, par la création d'un collège interprofessionnel permettant une meilleure représentativité du monde du travail, et ayant pour objectif d'associer l'ensemble du monde du travail, y compris ceux en incapacité, aux instances formelles de concertation sociale. La concertation sociale, ainsi revue pour en élargir le champ et en renforcer la légitimité, devrait faire l'objet d'une référence explicite et d'une protection efficace dans la Constitution.

2.5.3. La relation aux ressources fondamentales

Cette construction a plusieurs corolaires : celui d'établir une relation saine avec la planète, sous la forme d'un principe de responsabilité, à laquelle nous appartenons tous. Elle nécessite de rétablir une gestion publique et citoyenne, démocratique et transparente des ressources, en particulier celles à ce point vitales qu'elles doivent être protégées comme biens publics de l'humanité. Ceci implique entre autre d'intervenir au cœur même de ce qui fonde notre système, dans notre Constitution et le Droit européen, tout comme d'établir à côté de la Déclaration universelle des droits de l'Homme une nouvelle référence de base mondiale. Cette dernière passe par une nouvelle approche des relations entre les êtres humains et l'environnement par laquelle on quitte l'exploitation de la nature pour entrer dans l'ère de son respect, parce qu'elle est source de toute vie. Dans ce cadre le droit de résistance aux atteintes à l'écosystème doit être immédiatement reconnu. Ces atteintes sont des crimes. Il est inadmissible que ces résistances soient assimilées au terrorisme alors qu'elles ouvrent la voie pour la société de demain.

2.5.4. La santé

Dans ce qui compte, il y a bien sûr ce qui fonde une « bonne santé » c'est-à-dire comme le définit l'Organisation Mondiale de la Santé, un état de bien-être physique, social et mental de la personne. A cet égard, nous ne pouvons malheureusement que constater que l'état général de santé se dégrade, particulièrement chez les jeunes enfants, et ceci malgré pourtant un financement de plus en plus conséquent des politiques de santé chez nous en Belgique, comme d'ailleurs généralement dans tous les pays européens. Bien sûr le vieillissement de la population comme le recours à des technologies de plus en plus coûteuses expliquent en partie la chose mais en partie seulement.

On ignore encore trop souvent l'influence des facteurs environnementaux particulièrement pour les plus petits d'entre tous les êtres humains, comme on omet encore trop souvent de prendre en considération le stress social grandissant dont les burn-out notamment sont l'expression. Refonder des politiques de santé passe donc aussi, d'une part, par l'assainissement de l'environnement sur la base de normes et de valeurs-limites plus strictes visant la protection de la femme enceinte et des enfants, et, d'autre part, sur des politiques sociales audacieuses non seulement adaptées aux limites humaines mais qui encore favorisent bel et bien l'émancipation. L'assainissement environnemental est d'autant plus nécessaire qu'il est à la base d'une alimentation de qualité sans laquelle une bonne santé ne peut être

assurée. Plus généralement nous pensons que les politiques de santé doivent favoriser la médecine généraliste plutôt que la spécialisée. Elles doivent également mieux intégrer les médecines qui veillent à restaurer les capacités de défense et de récupération de l'organisme. La sécurité sociale est un de nos biens communs les plus précieux, il convient de tout mettre en œuvre pour la pérenniser.

2.5.5. La culture et la construction des savoirs

Dans un monde complexe plus qu'ailleurs, l'ignorance enchaine et le savoir libère. Savoir c'est pouvoir. La capacité de penser par soi-même doit être reconnue et stimulée. Depuis la fin des années 80, c'est une véritable entreprise idéologique de déconstruction du service public de l'éducation qui est à l'œuvre. A coup de recommandations (OCDE) et de directives (UE), nous assistons à l'assujettissement de l'école aux intérêts économiques et financiers. Héritiers de l'idéal des Lumières et du Conseil National de la Résistance nous voulons remettre le savoir au cœur de la Cité. Nous refusons sa marchandisation et la mise en concurrence des systèmes éducatifs et des lieux d'éducation.

La coopération et le partage, vecteurs privilégiés de création du sens, doivent retrouver droits de cité aujourd'hui. Il s'agit pour nous d'initier, de soutenir et de promouvoir les réformes qui poursuivront la démocratisation de l'École.

L'accès à une éducation et un enseignement gratuit et de qualité, dispensés par des enseignants qualifiés est un droit fondamental. L'enseignement est un service public. Il doit être organisé par un Etat laïque, garant de la liberté de chacun au sein d'une société multiculturelle. L'école doit être un espace de mixité sociale et culturelle, mais aussi un outil de lutte face aux injustices. Elle doit permettre à chacun, quelle que soit sa condition sociale et ses origines, d'acquérir un bagage, une boîte à outils qui lui permettra de devenir un citoyen autonome, pleinement conscient des enjeux de son temps et capable ainsi de construire son futur.

La culture est un des moyens majeurs d'émancipation et d'ouverture sur le monde, loin des logiques de marchandisation et d'uniformisation.

Sur le plan de la propriété intellectuelle, de la concentration des savoirs et de leurs canaux de circulation, nous plaidons en faveur du paradigme du logiciel libre, donnant accès aux sources et permettant à chacun de modifier l'objet de base selon ses besoins. De même, la neutralité du web doit être garantie. Pour que le savoir évolue, c'est la liberté d'usage des connaissances qui s'impose.

Plus que jamais, la société doit mettre ses membres en capacité d'imaginer de nouvelles voies pour donner corps à la promesse de jours heureux et inventer les moyens de les faire advenir.

Si nous approuvons le droit au brevetage des inventions, nous sommes farouchement opposés au brevetage des découvertes, en particulier à toute visée sur le brevetage du vivant et des savoirs ancestraux des peuples par des entreprises multinationales. C'est pourquoi, le Mouvement *Demain* soutient la lutte des agriculteurs et des peuples pour leur droit à disposer librement de leurs semences et à les échanger.

3. Pour conclure, nous lançons l'appel suivant :

Nous sommes des citoyens. Nous subissons au quotidien, dans nos vies et dans nos corps, les violences du capitalisme et des crises écologiques. Nous voyons les inégalités croitre à mesure que les richesses sont créées. Nous voyons que la course éperdue de la croissance productiviste épuise la planète et les travailleurs, exclut ceux dont elle n'a pas l'utilité, et dicte sa conduite à des gouvernements qui s'en complaisent. Ces violences se superposent à celles qui perpétuent les inégalités entre hommes et femmes.

Nous ne nous laisserons pas écraser par ces rouleaux compresseurs de la domination.

Nous constatons l'échec des partis politiques qui ont porté beaucoup de nos espoirs mais ne sont pas capables aujourd'hui de penser et de mettre en œuvre des réponses démocratiques positives, socialement justes et écologiquement viables adaptées aux enjeux de notre époque.

Dans une dynamique de coopération basée sur la mutualisation de nos ressources et savoirs, nous faisons converger nos différentes sensibilités dans la création d'une structure politique nouvelle, dans la ligne politique du Manifeste écosocialiste, autour de trois axes interdépendants : écologie, socialisme, démocratie.

Nous voulons une société de justice sociale, basée sur une économie sociale et coopérative respectueuse de la biosphère. Une société dans laquelle les décisions sont prises par la délibération collective de personnes issues de toutes les catégories sociales – économiques, culturelles, de genre -, en ce compris pour la définition des activités économiques qui sont utiles et souhaitables pour le fonctionnement de notre société. Le Mouvement *Demain* défend un projet politique représentant une alternative concrète au système capitaliste, qui remet en cause les intérêts particuliers de la propriété des moyens de productions, ceux-ci devant être mis au service des besoins de la population dans le cadre d'une planification écologique.

Nous voulons porter ces idées dans la sphère politique pour y réintroduire du débat, parce que nous refusons la pensée unique, qu'elle soit portée par conviction, par fatalisme ou parce que « sans nous, ce serait pire ».

Nous serons présents sur le terrain des luttes. Nous encouragerons l'implication citoyenne à tous les niveaux de la vie publique et sociale, notamment via la création culturelle, l'éducation populaire et des expérimentations collectives alternatives anticapitalistes et anti-productivistes. La politique se crée dans ces lieux et c'est une condition de réussite démocratique du projet que nous voulons porter.

L'avènement de la société que nous souhaitons passera par un changement des rapports de force et de pouvoir. Nous vous invitons à poursuivre l'élaboration de ce mouvement avec nous.

Tous ensemble, on peut gagner!